

**AAARGH REPRINTS**

[aaarghinternational@hotmail.com](mailto:aaarghinternational@hotmail.com)

**Conférence de Téhéran  
11 - 12 Décembre 2006**

## **Brève histoire du révisionnisme**

**Serge Thion**

### **De la première à la seconde guerre mondiale**

Le terme "révisionniste", tel que nous l'entendons aujourd'hui, concernant ce qui s'est réellement passé dans les camps de concentrations nazis, provient de la Première Guerre mondiale et il n'avait alors pas du tout le même sens. Il désignait ceux qui jugeaient que le Traité de Versailles était foncièrement mauvais et injuste, et qu'il allait engendrer toutes sortes de catastrophes. C'est une position que prirent toutes sortes d'esprits critiques, qui ne partageaient pas forcément les mêmes opinions, mais qui sont tombés d'accord, dès sa signature, sur l'idée que ce Traité était mauvais et qu'il fallait, par conséquent, le *réviser*. D'où le terme de « révisionnistes » qui a dû être inventé par les adversaires, partisans du Traité. On sait qu'inspiré en grande partie par le président américain Wilson, ce traité se fondait sur le prétendu « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », droit qui était reconnu à certains mais fermement dénié à d'autres, surtout les peuples coloniaux, pour aboutir à un vaste redécoupage des empires centraux qui avaient perdu la guerre : Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire ottoman. Les empires britannique, français et russe restaient intacts, au mépris de ce fameux droit à disposer d'eux-mêmes qui ne s'appliquait pas aux peuples asservis. D'autres, brusquement libérés par l'écroulement de l'empire, comme le peuple kurde, subitement apparus et aussi vite disparus, furent rapidement mis sous le joug colonial, comme la Syrie, le Liban, la Palestine, l'Iraq à qui ne furent pas concédés les droits promis pour rallier les peuples à la cause de la lutte contre les Empires centraux. C'est en résumé la tragédie de T. E. Lawrence,

un agent britannique connu sous le nom de Lawrence d'Arabie, qui vécut fort mal la trahison par Londres des promesses d'indépendance politique qu'il avait été amené à faire aux Arabes.

« Révisionniste » voulait donc dire critique de la formule politique qui mettait fin à la Grande Guerre et à son cortège d'horreurs. Cette critique était contagieuse. Elle allait inévitablement remonter jusqu'à la mise en cause des raisons du déclenchement de la guerre. Les vainqueurs – qui s'en étonnera ? – expliquaient que tout était de la faute des vaincus. Les révisionnistes s'indignèrent d'une telle simplification qui bordait le mensonge. Une abondante littérature sortit de cet effort d'élucidation et elle reste encore aujourd'hui un sujet de réflexion et de controverse.

D'autres, délaissant le questionnement du passé, concentrèrent leur attention que ce qui avait été la propagande de guerre poussée à de nouveaux paroxysmes. La presse, foisonnante à l'époque, s'était lancée, des deux côtés, dans des opérations de mensonge patriotique à grande échelle et, grassement payée en sous-main par les gouvernements, elle avait fabriqué toutes sortes de mythes, qui n'avaient pas tous été concoctés par le Deuxième Bureau. Cet aveuglement collectif a fortement retenti sur les témoignages qui ont été publiés. En effet, pendant et après la guerre, c'est par milliers que furent imprimés des récits de guerre, plus héroïques les uns que les autres. Parmi les esprits critiques, il faut faire une place particulière à Jean-Norton Cru, qui entreprit de passer les plus importants de ces témoignages dans la moulinette de l'analyse critique, en les considérant froidement comme des récits dont l'authenticité demandait à être prouvée. Il en a retenu trois cents, ce qui est plus qu'un échantillon représentatif : "J'ai labouré profondément un tout petit champ." (*Témoins*, 1929, 727 p.).

La polémique fut énorme. Elle eut l'avantage de légitimer l'entreprise qui consistait à passer au crible les témoignages des combattants en refusant le patriotisme ou le nationalisme comme critères de jugement de leur réalité. Cette leçon ne sera pas perdue, même si la seconde Guerre mondiale allait submerger les opinions publiques sous les vagues de nationalisme et de déformation médiatiques. De nouveaux sommets de pure propagande furent atteints à cette occasion.

On peut repérer l'émergence dans les années 20 et dans presque tous les pays belligérants d'un courant révisionniste dont je ne ferai pas l'analyse ici, car elle nous prendrait beaucoup de temps. Mais il faut noter qu'aux Etats-Unis ce mouvement d'opinion a pris beaucoup d'ampleur, tellement que le président Wilson ne put faire ratifier le Traité de Versailles par un Congrès qui se refusait à entériner des gymnastiques politiques qui heurtait l'isolationnisme montant. Dans le mouvement révisionniste américain, il faut faire une place particulière à un jeune historien qui allait jouer un rôle sa vie durant dans la réflexion critique sur l'histoire contemporaine. Il s'agit de Harry Elmer Barnes qui allait imprimer à la recherche révisionniste un dynamisme étonnant. Entre 1920 et 1930, il écrivit pas moins d'une quinzaine d'ouvrages dont plusieurs ont entièrement retourné la question de la culpabilité allemande dans le déclenchement de la première guerre mondiale. Jusque là, l'opinion, travaillée par une presse sous influence, était persuadée que l'Allemagne, seule, avait voulu et mis en route cette interminable guerre. Fouillant les archives, Barnes montra qu'il s'agissait là d'un mensonge historique produit par d'habiles services de propagande et qu'il était possible, après l'événement, de dissoudre ce mensonge et de procéder, en somme, à une *révision* historique. Dans ce sens, le révisionnisme n'est donc pas seulement l'activité de routine de l'historien qui pense reprendre tel ou tel dossier, laissé en l'état par ses prédécesseurs, et qui entend y ajouter ou en modifier le point de vue, mais c'est aussi une intervention politique dans un monde où des puissances s'affrontent à grands coups de propagande, avant, ou au lieu de passer à des échanges de grands coups de canon. Dans cette guerre des mots, qui ne faiblit pas – voyez vos journaux – le révisionniste a des valeurs plus hautes que celle de la guerre, entre nations, ou

entre classes sociales, ou entre cosmologies religieuses ; il croit qu'il y a une vérité des faits sociaux, politiques, économiques, que le travail, réalisé en accord avec la méthode historique, permet d'approcher. Nous vivons dans un monde de secrets. Non pas, comme la facile caricature qui en est faite, dans un monde de complots (*Conspiracy theories*), mais bien de secrets. L'appareil d'Etat est celui qui impose toutes sortes de secrets à toutes sortes de documents, et qui protège ces secrets pendant des durées de plus en plus longues. Il a fallu presque 60 ans pour que sorte des archives la carte de l'Europe que Churchill, Staline et Roosevelt avaient sous les yeux à Yalta, et les grands coups de crayon qu'ils y mirent pour se la partager, comme de vulgaires malandrins qui se partagent un butin. L'extraordinaire cynisme dont témoigne cette carte biffée de partout était évidemment un « secret » justifiant tous les révisionnisme. Accessoirement, c'était un « complot » contre la liberté des peuples et une entreprise d'asservissement dont on voit mal ce qu'elle aurait de moralement supérieur à celle de Hitler.

Pour faire un saut dans le temps, on peut rappeler que M. Bush Jr., dit Dubya, a décrété dès 2001-2002 que les archives de sa présidence seraient fermées à la consultation pendant au moins un demi-siècle, ce qui lui assure une fin de vie tranquille. De même, il a fait « reclassifier », c'est-à-dire remettre sous le secret, des floppées de documents qui avaient été précédemment « déclassifiés » en vertu de la Loi sur la Liberté de l'Information, qui a effectué ainsi un grand saut en arrière. M. Bush Jr. justifie donc par avance toutes les entreprises révisionnistes qui viseront à sortir du secret les raisons réelles de l'engagement dans des guerres moyen-orientales d'un pays qui n'y songeait pas un instant avant son arrivée à la Maison blanche, comme le plus mal-élu de tous les présidents américains. Et ne parlons pas du 11 septembre, événement qui est encore aujourd'hui plongé dans un mystère profond dû à la volonté du pouvoir américain de cacher ce qu'il sait ou ce qu'il croit savoir sur cet événement extra-ordinaire.

On voit à ces quelques exemples rapidement évoqués que le révisionnisme est une nécessité politique qui s'impose à tous les esprits qui ne veulent pas se faire enrôler comme des marionnettes en soutien de telle ou telle politique, souvent criticable et parfois désastreuse.

Les révisionnistes, et Barnes à leur tête (il fut traduit en France dès 1930) s'attaquaient à la version officielle d'un événement considérable. Les hostilités contre eux commencèrent aussitôt. Ils furent dénoncés comme traîtres, ou comme agents allemands. Des pressions furent exercées sur les imprimeurs et les éditeurs. L'un d'eux, par exemple, Alcide Ebray, auteur d'un livre au titre très clair : *La Paix malpropre (Versailles)* paru en 1924, choisit prudemment de se faire éditer à Milan. Il se justifie ainsi auprès de ses lecteurs : « Je dois d'abord un mot au lecteur pour lui expliquer pourquoi je n'ai pas publié ce livre en France. La raison en est qu'il a pour but de travailler à la réconciliation des belligérants de la grande guerre en montrant la vérité d'une manière absolument objective, et que la plupart des éditeurs français hésitent encore à publier des livres animés de cet esprit. Alors même qu'ils en approuveraient la tendance et le but, ils craindraient de se mettre en opposition avec la version courante des événements, et de heurter le sentiment de la majorité qui ne veut connaître que cette version. » Ceux qui avaient des positions universitaires se virent menacés et parfois chassés. Condamnés par la grande presse, ils se virent réduits à ne pouvoir s'exprimer que dans des cénacles restreints.

C'est une situation que les révisionnistes d'aujourd'hui connaissent bien, et elle a même empiré. A l'époque, il ne s'agissait nullement des juifs et de leur pouvoir. Il s'agissait du masque officiel derrière lequel le pouvoir croyait nécessaire de se cacher. Cette situation, elle non plus, n'a pas changé d'un iota dans les pays d'Occident, qui se prétendent libres. Les

révisionnistes, peut-être sans le faire exprès, percent cette prétention à jour et leurs ennuis viennent de là.

## Ce que l'on a su après-guerre

Le sort des juifs dans le troisième Reich n'a guère été connu avant et pendant la guerre. Avant-guerre, Berlin avait proposé aux autres puissances d'accueillir les juifs que la nouvelle politique nazie poussait au départ. Lors de la Conférence d'Evian, en 1938, ces mêmes puissances refusèrent purement et simplement de laisser entrer des masses d'immigrants juifs. Les Allemands avaient même négocié directement avec les sionistes installés en Palestine et avaient conclu avec eux un accord dit de « transfert » (*Ha'avara*). 60.000 juifs allemands purent ainsi émigrer en Palestine et si leur nombre ne fut pas plus grand, c'est que les Anglais prirent peur des réactions des Palestiniens devant ce flux menaçant.

La politique de l'Allemagne nazie était donc parfaitement connue. Elle portait le nom de "Solution finale" qui recouvrait l'expulsion des juifs, selon une tradition qui avait commencé à la fin du Moyen-Age en Europe. On peut juger cette politique criminelle mais elle n'impliquait nullement la mort de qui que ce fût. De même, l'existence et le fonctionnement des camps de concentration étaient connus de l'opinion internationale. Ces camps avaient pour fonction de rassembler ceux que le nouveau régime installé en 1933 jugeait politiquement hostiles, au premier chef les communistes et les socio-démocrates. Des internés y avaient passé des mois ou des années et en avaient été libérés. Ils racontaient l'ordre, le travail dur, l'hygiène. Les gens n'y mourraient pas, certainement beaucoup moins que dans les camps soviétiques, car là aussi les informations filtraient, quoiqu'avec beaucoup plus de difficultés. Les Français avaient eux aussi ouvert des camps de concentration pour y enfermer les républicains espagnols qui fuyaient la répression après la victoire franquiste. Là aussi, la vie des prisonniers était très dure mais l'administration ne cherchait pas à faire mourir les internés..

Pendant la guerre, des informations ont filtré des camps. Parmi les groupements politiques juifs qui subsistaient dans les lieux de rassemblement des juifs par les Allemands, ces informations, souvent invérifiables, mêlées aux rumeurs folles qui circulaient aussi, faisaient l'objet de synthèses qui parvenaient, par toutes sortes de filières, qui à Londres, qui à Genève, ou à Tel-Aviv, où se trouvait la direction des activités sionistes. A Londres, ces informations n'avaient guère de succès. Les autorités britanniques n'y voyaient que trop le retour des bobards qu'elles lançaient sur l'Allemagne par le moyen de la radio. A Washington aussi, on reconnaissait les éléments constitutifs de la propagande de guerre. Quand aux dirigeants juifs, eux aussi avertis par l'expérience de la première guerre mondiale, ils se refusaient à croire les rapports qui leur parvenaient. La chronique de ces scepticismes a été faite par Walter Laqueur dans un livre étonnant, *The Terrible Secret* (1980). En effet, il ne vient pas un instant à l'esprit de cet ancien agent de renseignement, que les récipiendaires de ces rapports aient pu avoir raison de voir là-dedans le résultat d'un intense travail de propagande mené par de petits groupes juifs, en général ultra-sionistes, ou par les bureaux de « propagande noire » des Alliés, et que, plus tard, les dirigeants politiques allaient enfourcher ces thèmes de propagande pour des raisons de simple opportunité politique. A la lumière de ce que nous savons aujourd'hui, il est évident que le scepticisme était entièrement fondé. Laqueur et les sionistes d'aujourd'hui y voient une faute incompréhensible, parce qu'ils restent prisonniers de leur cadre idéologique. C'est finalement la propagande noire qui est devenue la « vérité historique » qu'on nous impose aujourd'hui.

La condition de vie dans les camps a beaucoup changé quand la guerre a éclaté. Les Américains, de leur côté, se dépêchèrent d'interner une bonne partie des Allemands, Italiens et Japonais qui étaient installés sur leur sol, parfois depuis très longtemps. Les Japonais ouvrirent des camps pour les prisonniers de guerre "blancs" où les conditions de vie étaient telles que beaucoup en mouraient. Les Allemands ouvrirent de nouveaux camps réservés aux prisonniers de guerre (stalag) où les conditions étaient décentes. La guerre allait détériorer l'existence des prisonniers un peu partout, mais surtout dans les derniers mois. Les camps de l'Allemagne soumise à des bombardements continuels, sont devenus de mouvoirs où l'absence de nourriture et les maladies ont fait des ravages massifs. La réputation des camps s'est forgée à ce moment-là. Ceux qui ont survécu et qui ont pu rentrer dans leur pays d'origine ont raconté surtout le cauchemar des derniers mois, les rations réduites à peu de choses, les épidémies, la désorganisation et ils en ont évidemment attribué la responsabilité à ceux qui les maintenaient dans ces camps et qui, débordés de partout, ont laissé s'installer une pagaille meurtrière.

On comprend le ressentiment et la haine qui habitaient ces malheureux : ils avaient perdu la moitié de leur corpulence, leur santé, et leurs camarades de détention. Ils inondèrent les journaux, relayés par des organisations politiques qui voyaient dans le tableau de ces souffrances une manne à exploiter à fond. Ensuite des livres, des films, des émissions de radio, des troupes de théâtre allaient exploiter ce fonds de douleur authentique en le mêlant aussi de souvenirs, agrandis, élargis, démultipliés, des actions de la Résistance. Dans les dernières semaines de l'Occupation allemande en France, entre le débarquement allié du 6 juin 1944 et la retraite allemande des mois suivants, la Résistance, faites de nombreux petits groupes éparpillés, reçut brusquement l'appoint d'un nombre énorme d'opportunistes qui, n'ayant plus rien à craindre des Allemands en déroute, pensèrent qu'ils avaient tout à gagner dans le nouveau régime qui allait s'installer. Les résistants authentiques furent noyés dans cet afflux d'ambitions, de règlements de compte, de petits crimes et de grandes violences collectives. Le bénéfice politique était certain. Ensuite, tous ces fanfarons ont cherché à se faire reconnaître officiellement comme résistants "authentiques". On a vu, par exemple, François Mitterrand obligé d'attendre 1981 et son arrivée au pouvoir pour parvenir à faire enregistrer comme résistante la petite organisation à laquelle il appartenait pendant la guerre et qui ne s'était signalée par aucune action d'aucune sorte...

C'est donc dans ce milieu trouble, dans cette ruée vers les mangeoires de la politique, que sont arrivés, exténués, malades, fantômes d'eux-mêmes, les déportés qui sortaient des camps de concentration d'Allemagne et de Pologne. Ceux qui parlaient voyaient leurs propos déformés par la presse. Ceux qui se rendaient compte qu'on les manipulait se sont enfermés dans le silence. Le décalage était trop grand entre le monde atroce qu'ils venaient de quitter et l'insouciance et la joie de vivre qui saisissaient les populations débarrassées de la guerre et du poids de l'Occupation. La plupart se turent. Certes des juifs avaient été déportés. Beaucoup s'étaient cachés. La plupart de ceux qui avaient été happés par la machine nazie étaient des étrangers, réfugiés en France avant la guerre.

Les camps, comme tous les endroits où il n'existe pas de système d'information organisé, bruisaient de rumeurs. Les déportés qui parlaient aux journalistes, à leur retour, mêlaient forcément le récit de leur expérience personnelle aux multiples rumeurs dont ils avaient été abreuvés pendant des mois ou des années. Les journalistes amplifiaient ou "enjolivaient" (on n'a pas de mot pour dire "en rajouter dans l'horreur") ces récits, portés par une idéologie "antiboche" extrêmement violente, et exploitée à fond par les communistes pour justifier toutes les usurpations politiques qu'ils pratiquaient en cette période de troubles.

La représentation de ce qui s'était passé dans les camps était donc, dès le début, un composite. Les Allemands étaient évidemment devenus démoniaques. Ils avaient inventé toutes

sortes de machines pour tuer les gens. Par exemple, des piscines électriques : les gens entraient dans l'eau et un simple bouton permettait de les électrocuter. On encore le détournement des hauts-fourneaux : un tapis roulant faisait monter les victimes jusqu'à les déverser dans la gueule brûlante du haut-fourneau. Cette image collait assez bien avec celle du Moloch antique, décrit par quelques romanciers du siècle précédent (Flaubert, entre autres), où une statue de bronze, chauffée à blanc, avalait les victimes propitiatoires. C'est de cette façon que les mythes se modernisent : ils racontent la même histoire mais ils changent les décors, pour sembler plus crédibles.

Toutes ces histoires furent accréditées, soit dans les journaux, soit dans des "affidavits", témoignages recueillis par les enquêteurs des tribunaux alliés qui étaient chargés de "juger" les vaincus. Les enquêteurs ne cherchaient pas à vérifier, ce n'était pas leur fonction. Ils enregistraient et, ensuite, les procureurs, assez souvent des juifs allemands réfugiés aux Etats-Unis et engagés dans l'armée américaine, faisaient leur choix. Ils retenaient tel ou tel affidavit (ou copie de copie de retranscription de propos plus ou moins sollicités) et rejetaient tel autre qui ne leur semblait pas utile dans leur œuvre de condamnation du personnel politique et militaire du Troisième Reich, présumé coupable et pratiquement condamné d'avance. Le procès de Nuremberg, par quelque bout qu'on le prenne, était une sinistre farce. Les juristes ne se sont pas privés de dire que, de leur point de vue, c'était un montage monstrueux. Les politiques, eux, en avaient besoin, et plus que tous les autres les Soviétiques : il leur fallait justifier leur occupation de l'Europe centrale, qui allait durer, on s'en souvient, pas loin d'un demi-siècle. Il fallait que la base de l'antnazisme soit en béton, pour supporter l'édification des "régimes frères".

Au lendemain de la guerre, les Alliés vidèrent les camps et eurent à traiter le cas de millions de "personnes déplacées". Et ils remplirent les camps à nouveau, mais avec des Allemands, fonctionnaires civils et militaires, présumés "nazis", puisqu'ayant été inscrits sur les registres du parti, ce qui était obligatoire pour les fonctionnaires. Sans plus aucun prétexte de guerre, on y fit mourir ces nouveaux prisonniers par centaines de milliers, par la famine et le travail. Les vainqueurs montraient qu'en matière d'inhumanité ils arrivaient à dépasser les vaincus, mais cette histoire-là est restée, pour l'essentiel, occultée jusqu'à nos jours.

## **Le rôle de Rassinier et l'image des camps construite par les communistes**

Paul Rassinier était trop jeune pour avoir fait, comme son père, la Grande Guerre. Instituteur, il fut communiste jusque vers 1932. En désaccord avec le Parti, il fut expulsé et passa au Parti Socialiste, dans les rangs de l'opposition, adoptant une ligne résolument pacifiste à laquelle il fut fidèle tout le reste de sa vie. C'était un pacifisme "intégral" qui était un refus total de la guerre : cette génération avait connu la première guerre mondiale et les terribles dommages humains qu'elle avait infligés. On ne soupçonne plus aujourd'hui la force et la profondeur de ce pacifisme, qui animait, par exemple, l'écrivain Jean Giono, et lui valut plusieurs périodes d'emprisonnement.

Rassinier, pendant la guerre, se refusant aux actions violentes, mais déterminé à lutter contre l'Occupation allemande, s'occupa de fabriquer des faux papiers pour ceux, essentiellement des juifs, qui voulaient passer en Suisse. Dénoncé, il fut arrêté et torturé par la Gestapo, et envoyé en camp de concentration en Allemagne, à Buchenwald et à Dora. Bien que considéré comme un ennemi par les communistes, il réussit à survivre et rentra en France, invalide, malade pour le restant de ses jours, incapable de rester debout plus de quelques minutes.

Devant le flot des écrits illustrant la version officielle de ce qui s'était passé dans les camps, il se résolut à livrer son propre témoignage (1949) et à analyser ceux de ces contemporains qui racontaient à leur façon la vie des camps. Il s'inspira du grand exemple de Jean-Norton Cru, qui avait mis au point un appareil critique pour distinguer rapidement le vrai du faux dans les témoignages de guerre. Il commettait là une sorte de crime dont les conséquences allaient être imprévisibles. Il créait, par cette démarche, ce que nous appelons le révisionnisme. Certes, quelques autres auteurs avaient affiché leur incroyance, mais ils faisaient partie d'une droite qui avait fort approuvé la politique allemande pendant la guerre et ils manquaient de sérénité et d'objectivité. Rassinier, lui, sortant des camps, appuyé sur son passé de militant socialiste, était beaucoup plus menaçant pour les intérêts idéologiques de ceux qui étaient au pouvoir (chrétiens-démocrates, socialistes et communistes). On dirigea la grosse artillerie sur lui. Expulsion du parti socialiste, campagnes de presse, procès interminables sur des points mineurs... l'ostracisme se mit en place peu à peu, comme il fait toujours.

Mais Rassinier avait identifié l'une des causes principales de l'horreur de la vie des camps : il pointait le rôle des prisonniers politique dans l'administration des camps, qui soulageaient les SS de l'essentiel des décisions à prendre. Pendant que les SS se cantonnaient dans la supervision, les politiques, essentiellement communistes, utilisaient le pouvoir administratif pour régler leurs comptes et éliminer leurs adversaires, surtout socio-démocrates, trotskystes et autres gauchistes non-communistes. Et donc, fort de ses analyses, et confortés par de nombreux anciens déportés, Rassinier mena une guérilla historiographique contre l'énorme machine de propagande communiste. Les Soviétiques contrôlaient les esprits, et fabriquaient des témoignages à la pelle, comme celui de Höss, commandant à Auschwitz, et contrôlaient également les lieux. Vers 1948, on avait vidé les camps. Les prisonniers "nazis" avaient été déportés vers la Sibérie. Les responsables de l'agit-prop virent le parti qu'ils pouvaient tirer des camps : au prix de certains travaux d'aménagement et de reconstruction, il fabriquèrent ce qui n'était pas évident sur les images prises au moment de la libération : des lieux d'extermination. Des amateurs de théâtre vinrent y faire de la mise en scène. Quand le spectacle fut fin prêt, on commença à inviter des anciens déportés qui, dans la plupart des cas, ne reconnaissaient pas les lieux mais se sentirent contraints de remplacer les images anciennes qu'ils avaient gardées par celles qu'ils avaient sous les yeux, et qui étaient incontestables. Pour les Soviétique, les camps étaient comme un hameçon lancé à travers le rideau de fer pour aller pêcher des alliés, non seulement chez les communistes, mais surtout chez les gens de droite, ou des milieux chrétiens, qui avaient été protégés dans les camps par l'organisation communiste. Il fallait recruter soit des alliés politiques soit des espions. Les camps étaient un lieu organisé pour procéder à de tels recrutements.

Rassinier, progressant dans son enquête pour démythologiser ce qui s'était passé dans les camps, se heurta au Rideau de Fer. Impossible, pour des gens comme lui, devenu farouchement anticommunistes, de se rendre sur place, en Pologne. Il constata amèrement que rien n'était vérifiable dans les témoignages qui continuaient d'en parvenir. Des procès eurent lieu, à l'Est. Des livres furent publiés. Rassinier émit des doutes, en particulier sur les chambres à gaz, mais ne parvint pas à conclure.

On était à la fin des années cinquante. L'ouverture des camps ne remontait qu'à une quinzaine d'années. Une chose était certaine : la coupure du continent européen et l'instauration de la guerre froide avaient empêché la mise sur pied d'une vraie courant révisionniste comme celui qui avait suivi la première guerre mondiale. Le monde politique, intellectuel, artistique, à peine sorti des années de propagande de la guerre antinazie, se retrouvait embrigadé dans la Guerre froide, sommé de s'engager dans un côté ou dans l'autre : le Rideau de fer géographique se transposait dans chaque pays en un affrontement politico-idéologique qui gelait et gardait en l'état ce qui avait été la propagande de guerre des années

40-45. Aucun retour, aucun esprit critique, aucune ré-évaluation, aucune révision n'était admise car la victoire de 45 des Alliés était devenue le socle de la légitimité des nouvelles occupations militaires, l'URSS à l'est, les USA à l'ouest. La CIA recrutait frénétiquement des intellectuels pour faire des revues, des livres, des journaux. Raymond Aron recevait des valises de dollars. Les communistes poussaient des troupes de militants "engagés" qui cherchaient à occuper tous les terrains et qui ostracisaient à tout de bras. Sartre jugeait que les anticommunistes étaient des "chiens". Ceux qui doutaient, qui posaient des questions, comme Rassinier et quelques poignées d'autres, devaient être écrasés et mis sur la touche. Ils étaient piégés entre ces deux lourdes meules. Ils devinrent ce qu'on appellera plus tard des dissidents.

C'est alors qu'un événement imprévu vint changer la donne. Mené d'une main rude par le pseudo-socialiste Ben Gourion, l'Etat juif encore flageolant, avait raté son entrée dans le Moyen-Orient compliqué. Ben Gourion était à la recherche d'un moyen pour assurer la survie de son état-croupion à laquelle il avait du mal à croire lui-même. Il se résolut à faire enlever Eichmann, un ancien haut fonctionnaire nazi chargé de la logistique des déportations juives, qui vivait plus ou moins caché en Argentine. Le procès qui s'ensuivit en 1961-62 allait se révéler une extraordinaire machine à culpabiliser tout le monde : les juifs en premier lieu, qui n'avaient pas été assez sionistes, les Européens, qui n'avaient pas stoppé la montée du nazisme, et les Américains qui n'avaient pas sauvé les juifs. C'est un thème qui court encore, comme en témoignent de récentes émissions de télévision. Cette gigantesque machine à culpabiliser fonctionne maintenant à l'échelle mondiale.

C'est à ce moment-là que Rassinier et les révisionnistes virent s'effectuer un changement d'adversaire. Alors qu'ils s'efforçaient de démonter une mise en scène et les mythes fondateurs issus de l'appareil soviétique, ils se retrouvèrent face à un appareil de propagande tout à fait semblable mais issu de l'Etat sioniste, qui était en grande partie, d'ailleurs, lui-même un décalque des régimes communistes. Rassinier n'avait pas pu se rendre à Jérusalem pour assister au procès d'Eichmann et il dut se contenter de le suivre à distance. Mais il le disséqua avec un soin particulier. Ces procès d'anciens nazis, qui avaient lieu en Israël, ou en Pologne communiste, ou en Union soviétique, mais aussi en Europe occidentale (on pense à celui dit des "gardiens d'Auschwitz", à Francfort en 1963, auquel il fut interdit à Rassinier de venir assister) étaient des fenêtres ouvertes sur le passé. Des acteurs du temps de la guerre étaient là. Ils parlaient ou ne parlaient pas. Des documents étaient produits ; d'autres manquaient, certes. Tout cela était imparfait, avec beaucoup d'occultations mais il faut bien se rendre compte qu'à l'époque aucun historien ne se penchait sur cette période. Ceux qui écrivirent des livres, les Poliakov, les Reitlinger, les Hilberg n'étaient pas des historiens de professions ; ils ne faisaient qu'exploiter, de manière improvisée, les archives ultra-sélectionnées, que les procureurs de Nuremberg avaient choisies pour faire condamner les dirigeants nazis, ou que les procureurs israéliens apportaient au procès de Jérusalem. Rien à voir avec un travail d'historien qui ne se soucie pas d'instruire un procès et de jouer au juge.

Comme Don Quichotte, Rassinier, dans l'état physique lamentable qui lui venait de sa déportation, enfourcha son destrier et partit pour la bataille. Son livre sur le procès Eichmann allait l'affronter directement aux organisations juives qui avaient l'insupportable prétention de représenter les juifs, passés, présents et à venir. Ils pouruivaient là les principes d'action instaurés dans les années 20 et 30 par Lecache et d'autres, qui avaient mis en place la LICA pour protéger l'assassin juif de l'ancien dirigeant ukrainien Simon Petlioura, accusé mensongèrement d'avoir organisé des *pogrom* pendant la guerre civile en Ukraine. Ayant réussi à faire absoudre l'assassin, la LICA se crut autorisée à défendre les juifs quoi qu'ils aient fait, et en toute impunité. Le chantage et le mensonge devinrent les armes favorites de ces excités, tôt ralliés au colonialisme sioniste.

Rassinier se retrouva bien seul face à cette meute hurlante. Il tint tête, se battit, perdit, gagna des procès, qui avaient pour but – c'est toujours la même stratégie – de l'épuiser,



physiquement et financièrement. La persécution par la prosécution, dit l'excellent Zündel. Dans tous les cas, une personne accusée, poursuivie, est rapidement l'objet d'un ostracisme social. Peu importe qu'elle perde ou qu'elle gagne, au bout de dix ans de procédures. L'effet destructeur est le même. Pour les organisations prétendument juives, le résultat importe peu. Qu'elles gagnent ou qu'elles perdent, elle se font une auréole de vertu et tâchent d'extorquer un peu d'argent de leurs victimes. Sinon, les organisations politiques qui sont derrière leur fourniront des subsides. Dans le métier de "justicier", il n'y a pas de chômage.

## Les juifs prennent la relève des communistes

C'est pendant la guerre déjà, qu'un certain Isaac Schneerson avait constitué un Centre de documentation juive contemporaine. Il avait commencé, sous l'occupation italienne, à Grenoble, à rassembler des documents sur les persécutions qui frappaient les juifs dans l'Europe occupée. Après la Libération, ce centre s'est installé à Paris. Dans sa revue mensuelle, *Le Monde juif*, il faisait une intense propagande pour l'admission des juifs en Palestine. Les Anglais essayaient d'arrêter une immigration qui allait aboutir à la conflagration de 1948. Dès le début, en 1945, ces militants juifs, lointainement issus de famille de rabbins d'Allemagne plus ou moins mystiques (*hassidim*) mêlent très étroitement la propagande de revanche contre les Allemands et les urgences du combat sioniste. Pour eux, il est clair que les survivants, et ils sont très nombreux, (3.500.000 <sup>(1)</sup>) doivent aller construire l'Etat juif sur la Palestine, dont les habitants indigènes, quelques brigands vivant sous la tente, n'ont aucune importance.

Pour eux, à cette époque-là, la question de la responsabilité de ce qu'on appelle à ce moment-là « l'extermination des juifs », reste ouverte : « Quand, où, comment l'extermination physique des Juifs se trouvant sous la domination allemande a-t-elle été décidée par les hitlériens ? A quel moment les furieuses tirades et les menaces de Hitler se sont-elles transformées en décisions pratiques et en ordre administratifs ? un an après le verdict de Nuremberg et malgré l'énorme documentation qui s'y trouve amoncelée, on ne peut encore donner de réponse précise à cette question ».<sup>(2)</sup> Cette phrase est frappante : un demi-siècle plus tard, après tous les travaux des uns et des autres, il est tout aussi impossible de répondre à la question. Seuls les révisionnistes peuvent expliquer pourquoi : on n'a pas trouvé trace des décisions pratiques ni des ordres administratifs qui aurait forcément réglé le financement et les détails de l'extermination, parce que, tout simplement, il n'y a pas eu de décision d'extermination. Quelques paroles en l'air, de quelques bravaches, rien de plus. L'administration allemande, qui ne lésinait pas sur le papier, et les doubles, et les cascades de signatures, n'aurait rien pu faire sans ses habitudes bureaucratiques. Si un fonctionnaire commandait l'achat d'une ampoule électrique à Auschwitz, nous avons le bon de commande en trois exemplaires et le bon d'achat ainsi que l'accusé de réception de l'ampoule. C'est ainsi que les archives parlent, et elle ne disent rien d'une décision de tuer des millions de personnes.

En 1948, le directeur du CDJC, Isaac Schneerson fait le bilan : « Nous avons deux ennemis : l'oubli et la pénurie. L'oubli qui menace d'envahir le souvenir, la piété, la leçon des événements. [Il n'a pas encore trouvé le mot-clé : "mémoire" qui sera mis ensuite à toutes les sauces.] La pénurie des moyens qui menace de nous empêcher de porter aussi loin qu'il faut et que nous voulons, la possession et la constante présence des gages et des garanties de ce souvenir, de cette piété, de cette leçon. »<sup>(3)</sup> L'Etat juif allait ensuite fournir ces moyens.

Le programme était tracé. Promouvoir le souvenir, (la subjectivité des témoins doit toujours l'emporter sur le travail de l'historien qui, à cette époque-là, n'a pas encore abordé la

<sup>1</sup> *Le Monde juif*, n°7, mars 1947, p. 19.

<sup>2</sup> *Le Monde juif*, n° 12, septembre 1947, p. 3.

<sup>3</sup> *Le Monde juif*, n° 13, novembre 1948. La publication a été suspendue d'octobre 1947 à novembre 1948. Elle a pu reprendre sans doute à cause de l'argent donné par le nouvel Etat juif, créé en mai 1948.

question parce qu'il a peur de la dictature des survivants), la piété (c'est-à-dire la paralysie du jugement critique envers la politique du sionisme) et la leçon (c'est-à-dire le chantage politique envers toutes les forces politiques, quelles qu'elles soient, accusées de n'avoir pas su empêcher l'extermination des juifs, et donc disqualifiées pour dire aux juifs ce qu'ils doivent faire. Ce mécanisme simple fonctionne toujours à plein rendement).

A l'époque où se mettent en place les grandes articulations rhétoriques que nous venons de voir surgir à l'état embryonnaire, le poids politique des juifs est faible. Certes, la propagande politique bat son plein, les émissaires sionistes peuvent piloter le ministère français de l'Intérieur (Jules Moch) dans l'affaire de l'*Exodus*, mais l'époque de leurs pleins pouvoirs en Europe centrale vient de passer. Staline, qui avait appuyé la création d'Israël, en pensant qu'il aurait là un allié contre les Anglais, déchantait rapidement. Les communistes se rendent compte qu'ils ont trop donné, qu'ils ont laissé une place trop grande à leurs éléments juifs et que ceux-ci en ont profité pour régler leurs comptes, exercer leur vengeance et soutenir discrètement un sionisme cherchant l'alliance occidentale. Le retournement a lieu dans les années 50 : en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, des purges retirent les juifs du devant de la scène. Dans les partis communistes d'Europe occidentale, comme le PCF, de même les juifs sont priés de ne plus se mettre en avant. Pendant ce temps-là, Ben Gourion prépare fiévreusement une alliance militaire qui va déboucher sur la guerre anglo-franco-israélienne de 1956 et l'invasion du Sinaï.

Dans le fonctionnement de la vaste machine de propagande en quoi se résument les anciens camps de concentration, le rôle et la place des juifs sont effacés. Les plaques d'Auschwitz mentionnent "quatre millions de morts" sans aucune précision sur qui étaient ces 4 millions de personnes. D'ailleurs, il aurait été bien difficile de détailler ce qui composait ce chiffre aussi imaginaire qu'ahurissant.

Rassinier, discrètement épaulé par des gens qui avaient été du côté allemand pendant la guerre, avait toutes ses raisons de continuer un combat anticommuniste : pour lui, les camps rénovés, les témoins fabriqués, tout cela, en parallèle avec le déni de l'existence du Goulag, montrait qu'il s'agissait d'une vaste opération soviétique destinée à justifier l'amputation de l'Allemagne de ses territoires de l'Est, et l'occupation du centre européen (y compris une partie de l'Autriche). En tant qu'internationaliste et pacifiste, Rassinier se devait de guerroyer contre cet énorme système d'oppression qui utilisait le mensonge historique contre les Allemands comme garantie de sa légitimité antifasciste.

Comme nous l'avons dit plus haut, le procès Eichmann allait changer la donne. A ses adversaires communistes, Rassinier allait voir se substituer des adversaires juifs, qu'il avait négligés jusque là. Ceux-ci allaient reprendre intégralement la mise en scène soviétique. Ils ont d'ailleurs peu à peu acheté les lieux, par différents subterfuges. Ils ont repris les "témoins" qui, comme par miracle, étaient massivement des juifs qui avaient été communistes mais qui flairaient l'endroit où se trouvaient les nouveaux gisements de reconnaissance, de financement et de carrière. Insensiblement, l'appareil post-concentrationnaire (la gestion des camps, des archives, des institutions internationales "représentant" les anciens déportés, les instituts de recherche, les maisons d'éditions) est passé des mains des fonctionnaires soviéto-communistes à celles des "bénévoles" judéo-sionistes, parfois les mêmes. La chute de l'URSS a accéléré la mue.

## **L'isolationnisme américain et le rôle de Barnes**

Nous avons laissé les révisionnistes américains à la veille de la Seconde guerre mondiale. Ils ont vu arriver, comme tout le monde, ce conflit et vu ceux qui, autour de Franklin Roosevelt,

poussaient à la roue pour amener l'entrée en guerre des Etats-Unis. On sait que la grande majorité du peuple américain refusait une intervention de leur pays dans la guerre qui avait commencé alors que le président Roosevelt faisait tout son possible pour préparer cette intervention. Il a fallu Pearl Harbour, en décembre 1941, pour que l'opinion finalement consente à l'entrée en guerre. Des doutes ont immédiatement commencé à planer sur cette affaire. On soupçonne le président Roosevelt d'avoir été au courant et de ne pas avoir prévenu la Marine de l'attaque des avions japonais. D'autres vont plus loin en soupçonnant le président d'avoir provoqué cette attaque. La Maison blanche forma une commission d'enquête dont le rapport contenait, dispersées dans les notes de bas de page, des révélations embarrassantes. Mais la logique de la guerre, et ses nécessités idéologiques, dans la presse comme à Hollywood, l'emportèrent, par le biais de la solidarité avec les soldats engagés dans les combats, d'abord dans le Pacifique et ensuite en Europe.

Pendant ce temps-là, les révisionnistes s'étaient mis au travail. Dès les années 47-48, malgré le fait que beaucoup de sources leur étaient fermées et les archives encore rarement entrouvertes, ils furent en mesure de présenter des conclusions accablantes pour le pouvoir en place à Washington (Roosevelt, puis Truman). Charles Tansill, George Morgenstern <sup>(4)</sup>, Charles Austin Beard, William Chamberlin, Harry Elmer Barnes publièrent des livres extrêmement documentés, malgré tous les obstacles mis sur leur chemin. En effet, et là encore il ne s'agissait nullement de la question juive, on vit que mettre en cause la légitimité des grandes décisions stratégique de l'Etat, impliquait aussitôt des menaces, des répressions, des atteintes à la vie professionnelle de la part des pouvoirs, et non pas seulement le pouvoir politique. L'édition se refusait à produire les livres, qui sortirent chez de petits éditeurs sans moyens. La presse se fit venimeuse quand elle n'imposa pas la loi du silence.

Il n'y eut pas de traité de Versailles. Et d'ailleurs il n'y a toujours pas de paix signée avec l'Allemagne... Ces auteurs qui avaient pour la plupart des positions dans le monde académiques s'étaient concentrés sur les arcanes de la politique des Etats-Unis. Ils avaient démontré la duplicité de Roosevelt et du parti de la guerre. Ils furent suivis par une vague de nouveaux historiens révisionnistes qui s'attachèrent à comprendre le conflit mondial comme un tout, et donc à analyser aussi la politique du chancelier Hitler, devenue difficile à saisir sous l'amoncellement des œuvres de propagande, des articles d'une presse fanatisée et des lobbies attachés à la destruction de l'Allemagne et de sa puissance industrielle. Je n'entrerai pas ici dans les détails des travaux de A.J.P. Taylor, David Hoggan, Barnes toujours aussi actif, Austin App et Paul Rassinier, introduit aux Etats-Unis et d'abord traduit par Barnes lui-même.

Le révisionnisme se dotait à ce moment-là d'une capacité à vérifier presque toutes les informations qui provenaient des belligérants et des centres de pouvoir impliqués dans la seconde guerre mondiale. Cette capacité était moins grande en ce qui concernait le Japon, pour des raisons linguistiques sans doute, et l'URSS qui restait fermée comme un coffre-fort.

C'est sous la pression constante des révisionnistes que l'historiographie officielle commença à évoluer. Cette pression se concrétisa avec la fondation en Californie de l'Institute for Historical Review (IHR), créé en 1979 par Willis Carto et animé par un Britannique vif et hyperactif, David McCalden. Arthur Butz venait de publier sa contribution magistrale, *The Hoax of the Twentieth Century*, et le Français Robert Faurisson apparaissait dans les premières conférences de l'IHR. Barnes était mort en 1968.

Voici comment la féroce adversaire du révisionnisme Deborah Lipstadt résumait en 1994 l'apport de l'un des pionniers du révisionnisme de l'Holocauste, l'Américain d'origine allemande Austin App :

---

<sup>4</sup> George Morgenstern, *Pearl Harbor - The Story of the Secret War*, New York, Devin-Adair, 1947, 425 p.

\* La politique des nazis à l'égard du "problème juif" était l'expulsion, et non l'extermination. La preuve en est que si l'Allemagne avait choisi une extermination totale, il n'y aurait pas de survivants.

\* Aucun juif n'a été gazé dans les camps allemands et sans doute pas non plus à Auschwitz. Les crématoires ont été conçus pour incinérer ceux qui mourraient de mort naturelle.

\* Les juifs qui ont disparu pendant la seconde guerre mondiale se trouvaient surtout dans la zone soviétique, et non pas sous contrôle allemand.

\* La majorité des juifs qui ont été exécutés par les nazis l'ont été avec de bonnes raisons : ils étaient des agents subversifs, des espions ou des criminels.

\* S'il y avait le moindre fondement dans la revendication de l'Holocauste, Israël aurait dû ouvrir ses archives aux historiens. Les sionistes ont choisi de maintenir le mythe en traitant d'« antisémites » tous ceux qui le mettaient en question.

\* Ce qu'ils appellent des « preuves » de l'anéantissement des six millions ne sont que des citations déformées attribuées à des nazis ou des documents nazis.

\* C'est aux accusateurs qu'il incombe de fournir les preuves de l'existence d'un tel crime. App affirme que c'est l'Allemagne qui est forcée de prouver que le chiffre de 6 millions est faux. Cet argument repose sur l'affirmation, par App et ses semblables, que les réparations payées par l'Allemagne à Israël reposent sur le chiffre de six millions. Il en parle toujours comme d'une « escroquerie sioniste ».

Les historiens juifs et les autres peuvent avoir de grandes différences dans leur calcul du nombre de victimes. App en tire argument pour avancer que ces chiffres ne reposent sur rien. <sup>5</sup>

## Les précurseurs

Il faut mettre Arthur Butz parmi ceux qui ont véritablement ouvert la voie du révisionnisme de l'Holocauste tel qu'il existe aujourd'hui. Le titre de son livre, d'abord paru en Angleterre en 1976, est très clair : *The Hoax of the Twentieth Century*, que la traduction française rend par : *La Mystification du XX<sup>e</sup> siècle*. Il analyse les principaux dossiers de ce qu'il présente comme une vaste opération de propagande liée à la guerre : le procès de Nuremberg, sorte de grand théâtre qui n'a pas grand chose à voir avec la justice mais qui éclaire les ressorts de l'action des Alliés, les camps, leur rôle industriel et la forte probabilité que les Alliés, voulant savoir de près ce qui se passait dans les usines, aient photographié d'avion Auschwitz et sa région. Il écrivait cela en 1975. Quatre ans plus tard, par une coïncidence curieuse, la CIA publiait effectivement des photos prise en 1944 lors de survols aériens d'Auschwitz. Ces photos montraient précisément qu'il n'y avait aucune activité suspecte autour des bâtiments que la vulgate exterminationniste appelle les "chambres à gaz", qui sont en fait des morgues équipées de fours crématoires. Par un intéressant retournement idéologique, les partisans de la thèse officielle y virent la preuve qu'il se passait des choses

---

<sup>5</sup> *Denying the Holocaust*, p. 99-100.

horribles. Mais toute personne sensée remarque qu'il est impossible d'utiliser ces photos pour appuyer la thèse d'une extermination particulièrement massive, celle des juifs déportés de Hongrie, dont il est dit que 20.000 périssaient chaque jour à Auschwitz. Cette impossibilité absolue était prévue, par un complexe jeu de déduction, par Arthur Butz qui avait appliqué aux documents qui se trouvaient à la portée de tout un chacun un esprit logique et synthétique qui est le propre de la démarche scientifique et technique.

Butz a utilisé comme corpus documentaire les travaux du Procès de Nuremberg tels qu'ils ont été publiés tout de suite après le procès en 42 volumes retraçant les débats et les documents soumis au tribunal militaire international qui en fait n'était qu'un organisme interallié, exprimant le point de vue des vainqueurs. Par la suite, et pendant près de 50 ans, les partisans de la thèse officielle se sont contentés de ce recueil très restreint de documents hautement sélectionnés par les procureurs. La défense n'avait eu droit qu'aux documents choisis pour elle par le parquet ! Reitlinger, Poliakov, Hilberg à ses débuts, n'avaient fait montre d'aucune curiosité et d'aucun esprit critique. Il devait revenir au révisionniste Carlos Porter d'analyser le processus de fabrication des documents de Nuremberg, surtout celui des témoignages, dits "affidavits" dans le jargon judiciaire, et de faire ainsi comprendre que la plupart des témoignages ne valent rien, qu'ils sont transmis en dehors des règles élémentaires de la justice ordinaire. Aujourd'hui, d'ailleurs, ces éléments sont devenus totalement inaccessibles aux chercheurs et sont peut-être perdus à tout jamais dans des caves, en Hollande, au prétexte qu'il n'y a pas d'argent pour les classer. Sans aller jusqu'à la critique interne de Porter, Butz avait analysé les contenus et les avait jugés ou incohérents, ou faux. En tout cas, après son passage, la version officielle ressemblait à un champ de ruines.

D'autres allaient travailler sur le même sujet, mais avec des méthodes différentes. L'un des pionniers méconnus s'appelle Ditlieb Felderer, né dans une famille de juifs autrichiens, mais converti chez les Témoins de Jéhovah. Amené à se pencher sur le traitement des membres de sa secte aux mains des nazis, il s'intéressa à Auschwitz dans les années 70 et fit de nombreuses enquêtes sur place. Examinant avec le plus grand soin les lieux, prenant des milliers de photos (qui ont été confisquées par la police suédoise), il comprit rapidement que l'histoire officielle n'était qu'un ramassis de contes et légendes qui ne pouvaient pas satisfaire un esprit raisonnable. Il vivait alors en Suède et il publia des dizaines de petits tracts, intitulés *Bible Researcher - Revisionist History* qui s'attachaient à débroussailler les problèmes concrets qui naissent de la contradiction entre ce qu'il voyait, de ses yeux, mètre en main, et ce qui se disait dans les livres des "témoins" ou dans les documents publiés par le musée d'Etat installé à Auschwitz par les autorités polono-communistes. Felderer lisait le polonais aussi bien que l'allemand. Il écrivait en suédois comme en anglais et s'agitait seul entre la Pologne et la Suède, publiant ses tracts par le moyen de la ronéo, et toujours dépourvu de l'argent qui lui aurait permis d'étendre ses investigations.

Il dit ainsi qu'il a été le premier à avoir révélé l'existence d'une piscine et d'un théâtre dans le camp d'Auschwitz, qu'il a été le premier à montrer que les portes du crématoire I étaient fausses, que le bâtiment est une fabrication soviétique, avec sa fausse cheminée, à dénoncer les mystifications de Belzec, Chelmno, Sobibor, Treblinka, etc. Il a aussi remarquablement analysé le phénomène des fondamentalistes chrétiens aux Etats-Unis, qui sont hypersionistes et travaillent à détruire la civilisation arabe au profit des juifs. Il a aussi inventé l'expression de "théorie exterminationniste" pour décrire la position officielle. Très tôt, il s'est posé la question des "ouvertures" qui auraient existé dans les toits des morgues attenantes aux fours créatoires, par où les SS, d'après une poignée de prétendus témoins, déversaient le gaz mortel, qui étaient censé tuer jusqu'à 2000 personnes à la fois. Il écrit (*Revisionist History* nr 153) : « The lids and openings, on top of what purports the Auschwitz authorities to be the roof of a "gas chamber" are shrouded in mystery, contradiction, secrecy and confusion ». [Les couvercles [en béton, pesant dans les 80 Kg] et

les ouvertures dans ce qui serait d'après les autorités d'Auschwitz le toit de la "chambre à gaz" sont enveloppés de mystère, de contradiction, de secret et de confusion.]

Nous sommes 27 ans plus tard. Ce constat est toujours d'actualité. Ditlieb Felderer fut ensuite arrêté en Suède, ses documents confisqués: il fut mis en prison. A sa sortie, il a quitté le pays et abandonné ses travaux de pionnier. A cet homme qui fut brisé par la répression, nous voudrions ici rendre hommage pour sa lucidité et sa clairvoyance.

Un autre personnage avait, à la même époque, commencé à remonter les pistes que Rassinier avait le premier balisées. Professeur au lycée de Vichy, puis assistant à l'Université de Paris, Robert Faurisson s'était forgé une spécialité : l'étude critique des documents, de leur logique interne, et de leur signification, indépendante, disait-il, du contexte et de la biographie des auteurs. Il avait une méthode, que certains élèves appelaient la "méthode Ajax" (du nom d'un produit pour laver la vaisselle) et l'avait appliquée à des poètes célèbres de la littérature française. Sa soutenance de thèse, en 1972 avait soulevé des polémiques, allant jusqu'à susciter un compte-rendu dans *Le Monde*, ce qui était tout-à-fait inhabituel pour une simple cérémonie universitaire.

Les yeux ouverts par Paul Rassinier, Faurisson s'attacha, comme tout le monde, à une lecture critique des 42 volumes du Tribunal de Nuremberg, et surtout aux documents qu'ils contiennent. Pendant qu'il progressait ainsi de proche en proche dans le maquis de ces documents, il essayait d'interroger les experts et les survivants pour se faire préciser plusieurs points cruciaux. Comme Butz l'a dit, il pensait lui aussi que le camp d'Auschwitz était au cœur de la question de la supposée extermination des juifs, et que la chambre à gaz était le cœur d'Auschwitz. Ayant exploré et analysé la totalité des documents alors disponibles, il se rendit à Auschwitz où opérait, de son côté, le Suédois Felderer. Faurisson cherchait des faits précis, mesurables, qui soient en accord avec les lois de la physique, et non des interprétations plus ou moins romancées comme on en trouvait tant dans les témoignages, peu nombreux au demeurant, suscités par les procès, celui de Nuremberg et ceux des tribunaux alliés qui suivirent, et celui dit des gardiens d'Auschwitz, qui eut lieu à Francfort en 1963.

Ayant fait remarquer au personnel du Musée que la chambre à gaz d'Auschwitz présentait des anomalies inexplicables, il obtint cet aveu : « Reconstituée... » Il obtint beaucoup plus : des plans datant de l'époque de la construction des crématoires, plans qui avaient été laissés là par le Service de Construction de l'administration du camp. D'ailleurs, on se rendit compte que la totalité des archives de ce service avait été conservée, et qu'elles n'avaient pas été détruites comme on le disait couramment dans les journaux. La moitié des 160.000 documents issus de ce service se trouvait à Auschwitz, en Pologne. Quelques années plus tard, on allait trouver le complément dans les archives soviétiques à Moscou. Lorsque donc un fonctionnaire de la SS décidait de faire changer une ampoule qui avait grillé quelque part dans le camp, on retrouvait le bordereau de commande d'une ampoule, le bon de livraison et la facture, ainsi que le compte-rendu de l'opération de changement de l'ampoule. Aucun de ces 160.000 documents ne mentionnait un quelconque massacre, ou un quelconque gazage massif d'être humains.

Les plans ainsi obtenus se révélèrent parlants. D'autres plans furent obtenus par un chercheur amateur qui avait approché Faurisson et qui les publia ensuite dans un gros livre que les financiers juifs qui l'avaient commandité tenaient à l'écart du marché du livre (J.-C. Pressac, *Technique and Operation of the Gas Chambers...*).

## L'éclatement de l'affaire Faurisson en France

Fin 1978, Le Professeur Faurisson qui enseignait alors à l'université de Lyon 2 réussit à faire passer dans le grand journal français *Le Monde* un petit article qui affirmait que l'histoire des chambres à gaz d'Auschwitz relevait du mythe et que c'était facile à démontrer. Il terminait en disant que c'était donc une bonne nouvelle et qu'elle devait être rendue publique. Le tumulte fut immédiat. On vit les organisations juives, puis les journalistes, puis les politiciens, jusqu'au Président de la République, s'insurger contre l'idée que ce qui s'appelait alors, d'après une émission de la télévision américaine, « l'Holocauste », serait de nature mythologique. Tous ces gens qui n'y connaissaient rien, qui n'avaient jamais ouvert les dossiers, qui n'avaient aucune compétence d'historien, protestèrent contre le fait qu'une de leurs croyances était ainsi malmenée. Pierre Vidal-Naquet, spécialiste de la Grèce ancienne, et fils de juifs déportés par les Allemands, réunit 34 historiens, dont un seul était plus ou moins spécialiste de la période nazie, pour décréter ensemble qu'on n'avait pas le droit de se poser le problème de l'existence des chambres à gaz puisqu'elles avaient existé ! Cet incroyable court-circuit mental allait entraîner diverses conséquences, la plus notable étant le procès bientôt intenté à Paris au professeur Faurisson par diverses organisations juives.

Au début, il semble bien que ces organisations, toutes plus ou moins sionistes, aient pensé que les révisionnistes étaient une quantité négligeable et qu'il serait facile de les écraser sous le poids des documents. Elles envoyèrent des délégations en Pologne (encore communiste) et en Israël pour rassembler les pièces qui allaient accabler Faurisson. Elle ramenèrent en effet des montagnes de papier dont l'analyse, par Faurisson et son équipe de défense, montrèrent qu'elles ne contenaient pratiquement aucun renseignement crédible sur les chambres à gaz. Tout au contraire, Faurisson prit la contre-offensive et mit au défi ses poursuivants de donner une preuve, une seule preuve, de l'existence de ces « magiques » chambres à gaz. Le terme de « magique » se trouve sous la plume du grand écrivain français Louis-Ferdinand Céline.

Les juges, en première instance, condamnèrent Faurisson parce qu'il avait fait de la peine à certains juifs et qu'il ne s'en était pas excusé. En appel, Faurisson enleva une à une les positions des organisations juives, dont la compétence et le savoir avaient depuis longtemps atteints leurs limites. Le tribunal condamna, non sans dire que le travail de Faurisson était sérieux et qu'il fallait laisser aux public et aux spécialistes le soin de le juger. Encore une fois, il fut condamné pour manque de révérence envers les morts juifs.

Dans l'opinion, les ravages furent considérables. Du côté des organisations juives gardiennes de la "mémoire", c'est-à-dire d'une histoire fabriquée pour des buts politiques, la panique a soufflé. Il était avéré qu'il serait impossible de battre Faurisson et les révisionnistes dans un débat public. Certes, les représentants du point de vue officiel fuyaient le débat public, mais le risque était là qu'il s'ouvre quand même. Ils commencèrent alors à intriguer pour obtenir un loi qui interdirait ce débat public. Après plusieurs tentatives, il parvinrent à leurs fins, avec la loi Gayssot, qui fut promulguée le 13 juillet 1990, assassinant ainsi la liberté d'expression en France. Cette loi obligeait les juges à condamner toute personne qui contestait l'existence d'un crime condamné à Nuremberg ! Ce tribunal inique, ces procédures arbitraires, ce jugement fabriqué, devinrent des articles de foi et de loi, intouchables. L'opposition (alors de droite, menée par Chirac) vota contre mais n'osa pas soumettre le texte de loi au Conseil constitutionnel qui l'aurait sûrement rejeté comme une monstruosité juridique. En France, ce test de constitutionnalité est facultatif. La droite n'a pas voulu courir le risque de contrarier les sionistes.

Les conséquences de la loi Gayssot ont été terribles : la liberté d'expression s'est mise à dépérir. Des livres qui avaient été écrits ne pouvaient plus être publiés. On cessa de les écrire. Le peu de débat qui subsistait disparut entièrement. Une crainte révérencieuse se répandit partout, surtout dans les écoles où les professeurs furent contraints de débiter une histoire officielle sous forme de catéchisme qui ne convainquait que les conformistes. Les médias se renfermèrent sur leur frilosité. Une chape de plomb s'est imposée peu à peu. Les propagandistes de l'Holocauste continuaient à s'acharner contre des révisionnistes baillonnés. Une avalanche de livres s'abattit sur eux, sans qu'ils puissent montrer publiquement qu'ils ne valaient pas tripette. De nouveaux sommets de bêtise furent atteints avec l'interminable film *Shoah* de Claude Lanzmann, qui avait pris le parti de ne pas montrer ou utiliser de documents, mais de se fier uniquement à des « témoins » qu'il avait pris soin de rétribuer, sans le dire aux spectateurs. Rares furent les esprits qui, dépouillés de tous sens de la révérence, purent voir en ce film un nouveau chef d'œuvre comique, tiré de la veine des Marx brothers.

La loi Gayssot allait essaimer en Europe. La Suisse, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas allaient se doter de dispositifs semblable et plus spécifiquement adaptés au révisionnisme que l'Allemagne qui avait dans son code civil le fameux article 130 qui punit «l'incitation du peuple» à... on ne sait pas ; c'est au juge de décider et de punir, jusqu'à cinq ans de prison, des "incitateurs" qui n'ont pas le droit de s'exprimer devant le tribunal. Que l'on puisse accoler le mot de "justice" à ces procédés d'inquisition est déshonorant.

## Les développements en Amérique du Nord

Harry Elmer Barnes était un grand travailleur et un homme cultivé. Il avait découvert qu'un auteur français, Paul Rassinier, avait fait des analyses innovantes à propos de Nuremberg et du procès Eichmann. Ce n'était pas un mince exploit dans un monde intellectuel étatsunien qui est généralement fermé et méprisant à l'égard des penseurs non-américains. Non seulement Barnes a lu Rassinier, mais il a entrepris de traduire *Le Drame des juifs européens*. Il ne put trouver d'éditeur pour la traduction, achevée en 1965. Il fit quarante copies qu'il distribua à ses proches. C'est seulement dix ans plus tard qu'une maison minuscule (Stepping Stones), créée à cet effet, parvint à publier le livre, quelques mois avant la sortie du livre de Butz. Ces événements témoignaient d'une accélération des prises de conscience. Une nouvelle génération de révisionnistes était en train de naître.

Vieux routier des publications de l'extrême droite américaine, Willis Carto, dont les affaires financières recélaient une grande part d'ombre, mit sur pied en 1978 un Institut de Révision Historique (Institute of Historical Review) dont la direction fut prise par un Britannique flamboyant et controversé, David McCalden (qui signait aussi Lewis Brandon). Rapidement, le sommet des activités de l'Institut fut la conférence annuelle. Elle prit d'emblée un caractère international. En effet, à la première conférence tenue en septembre 1979 à l'université Northrop, prirent part plusieurs Européens (Faurisson, Walendy, Felderer, etc.). Une revue trimestrielle (*The Journal of Historical Review*) et une maison d'édition (Noontide Press) allaient permettre de mettre en circulation les principaux travaux des révisionnistes effectués à travers le monde. On a bien vu qu'il n'y avait pas d'organisation révisionniste : seulement une collection d'individus dépareillés, travaillant en solitaires, qui trouvaient là non seulement un moyen de confronter leurs idées et leurs résultats mais aussi, tout simplement, un public qui permettait de faire des livres et des articles.

Cette machine à produire des études fouillées mais aussi des réflexions sur l'histoire américaine (par exemple sur Pearl Harbor) et celle, plus générale, de la Seconde Guerre



mondiale, a fonctionné sans accrocs pendant des années, jusque vers 1990. McCalden était mort et ses successeurs entrèrent en conflit avec Carto, pour des questions de détournement d'héritage, qui aurait dû tomber dans les caisses de l'Institut et que Carto avait conservé par devers lui. Les querelles, les procès interminables qui s'ensuivirent portèrent un coup irrémédiable aux activités de l'Institut. La revue devint mensuelle, mais plus légère et cessa de paraître en 2002. On arrêta de faire des livres et les conférences disparurent. L'Institut végea sous la houlette de Mark Weber, qui est par ailleurs un historien très compétent.

Pendant ce temps-là, une grande fièvre s'était emparée du Canada. Un jeune paysan souabe, nommé Ernst Zündel, né en 1939, avait émigré au Canada où il s'était établi comme graphiste en 1958. Là, réalisant à quel point l'image de l'Allemagne était noire, il fut pris de l'idée de lui rendre un aspect plus conforme à la réalité et plus acceptable à ses yeux. Il trouva une brochure révisionniste rédigée par un universitaire anglais, qui s'inspirait des travaux de Paul Rassinier : Richard Harwood, *Did Six Million Really Die ?* Il entreprit de diffuser cette brochure. Il allait ainsi créer une agitation sans précédent. Les organisations juives décidèrent d'écraser ce qu'elles décrivent tout de suite comme une « résurgence » de l'antisémitisme traditionnel. Il est vrai que Zündel, dans le cours de sa formation politique au Canada, avait dialogué avec des partisans du nazisme et des antisémites comme Adrien Arcand et s'était mis à leur école. Mais il est resté un nationaliste allemand tout-à-fait conventionnel. Dès 1977, il avait mis en place une énorme machine à éditer des brochures révisionnistes et à les faire circuler dans le monde entier. Sur ses listes se trouvaient, en Allemagne de l'Ouest, 2239 procureurs, 300 juges, 400 historiens, 6200 journalistes, et ainsi de suite... Il fut poursuivi pour « diffusion de fausses nouvelles » en vertu d'une loi anglaise ancienne qui était encore inscrite dans le code pénal canadien et un grand procès se tint en 1985.

Toujours avec un grand sens de la mise en scène, aidé par un gros flux financier en provenance de ses partisans, il lança un appel dans toutes les directions pour rassembler les compétences sur une liste de sujets qui devaient être traités lors du procès, dont l'audience préliminaire se tint en juin 1984. Du côté de l'accusation se trouvait Raul Hilberg, professeur de sciences politiques, incontestablement celui, parmi les exterminationnistes, qui avaient réellement travaillé sur la documentation, et du côté révisionniste, le professeur Faurisson. Tout le procès a été animé par le duel, direct ou par l'intermédiaire des avocats, entre ces deux bourreaux de travail. Acculé dans les cordes, Hilberg dut en arriver à avouer, piteusement, qu'il ne connaissait pas de preuve de l'existence des chambres à gaz. Ce fut une défaite en rase campagne. L'artillerie lourde de Ditlieb Felderer, forte de ses 27 longues visites à Auschwitz, ne laissait aucun espoir à un homme qui y avait passé trois heures, une fois dans sa vie, pour une commémoration. Des 30.000 photos prises par Felderer, pas une ne put être montrée à la cour.

Mais le plus spectaculaire fut l'effondrement du témoin n° 1 de toute l'histoire des chambres à gaz, un juif tchèque nommé Vrba. Évadé d'Auschwitz pendant la guerre, il fit un rapport qui chemina clandestinement jusqu'à Washington où il fut publié officiellement comme le premier document qui expliquait et analysait le fonctionnement du gazage de masse (*World Refugee Board Report*). C'est aussi sur ce document, invérifié, que s'appuya l'accusation à Nuremberg. Or Vrba était toujours vivant et enseignait dans une université canadienne. Sous la mitraille de l'impitoyable Faurisson, relayé par le génial avocat Doug Christie, Vrba battit en retraite et connut une déroute complète. Il dut reconnaître qu'il n'avait été témoin de rien du tout, qu'il rapportait de rumeurs et de on-dit, que son témoignage et son livre autobiographique n'étaient pas des documents d'histoire mais des récits plus moins fabriqués avec des procédés littéraires qui allaient à l'encontre du travail de l'historien. Il réclamait le bénéfice de la "licence poétique". Il partit la queue basse ; un grand témoin venait

de disparaître. Et on mesurera mieux l'importance de ce fait en rappelant que le nombre de "témoins" des prétendus gasages ne dépasse pas les doigts des deux mains. Vrba était le plus éminent, le plus garanti d'entre eux, publié par le Gouvernement des Etats-Unis. La consternation dans les parties accusatrices du procès fut sensible. De même Hilberg, le savant, dut convenir qu'il était incapable de justifier la plupart de ses affirmations sur la décision qu'il attribuait aux dirigeants nazis, de procéder à l'extermination des juifs, sans échanger entre eux ni un mot ni une signature au bas d'un papier.

Malgré, ou peut-être en raison de la domination exercée par la défense, Zündel fut condamné à quinze mois de prison pour avoir diffusé des nouvelles qu'il a été censé avoir sues pour fausses !

Il fit appel. Nous avons un long résumé du procès de 1988 publié par une avocate de Zündel. <sup>(6)</sup> On retrouva les grands protagonistes, Felderer, Faurisson, Leuchter, mais aussi le professeur Christopher Browning sur qui Hilberg, peu désireux de se faire étriller à nouveau, s'était déchargé, Mark Weber, de l'IHR, et David Irving, le célèbre historien britannique (aujourd'hui en prison en Autriche). Zündel obtint de la Cour suprême du Canada qu'elle déclare la loi sur les fausses nouvelles contraire à la constitution canadienne. Pour couper court, le juge de la cour d'appel décida que l'Holocauste était un fait acquis (*judicial notice*), qui ne souffrait pas de mise en cause ! Il n'était plus possible de discuter à armes égales.

Ce fut la dernière fois que la confrontation entre les révisionnistes et les partisans de la thèse holocaustique officelle a été possible, malgré les réticences de la cour. Devant les ravages que produisait l'exposé public des critiques révisionnistes, l'expérience a été abandonnée. De plus en plus souvent, la répression pure et simple a remplacé la confrontation, ou même seulement son éventualité. (Les révisionnistes n'ont pas été invités à participer à l'action judiciaire d'Irving contre Lipstadt). Mais ces grand procès ont eu pour vertu de souligner la caractère dominateur de la thèse révisionniste. Les arguments adverses et les condamnations durent s'appuyer sur des éléments étrangers à la démonstration historique, sur des supposées intentions des révisionnistes, ou sur des motifs juridiques accessoires ou subalternes.

Ce deuxième procès ouvrit une voie nouvelle dans l'exploration du passé concentrationnaire. Ayant enquêté sur les chambres à gaz pénitenciaires des Etats-Unis, Robert Faurisson dénicha un technicien expert de ces installations en la personne de Fred Leuchter. Il le fit venir à Toronto et avec Zündel qui finança le voyage, il l'envoya faire une expertise *in situ* des chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau et de quelques autres camps de Pologne. Leuchter examina les lieux, fit quelques prélèvements dans les briques des murs qui subsistaient et les fit analyser au retour par un laboratoire du bâtiment, sans dire d'où venaient les échantillons. Son rapport concluait à l'absolue impossibilité qu'il y ait eu des gazages massifs et répétés dans les locaux en question.

Le juge n'étant pas disposé à entendre raison, ce fut surtout sur l'opinion que le Rapport Leuchter fit forte impression. Il circula beaucoup et entraîna des réactions désespérées chez les sionistes engagés dans la croisade contre le révisionnisme (qu'ils avaient rebaptisé bizarrement « négationnisme », un mot qui ne correspondait à rien).

Pendant que le pharmacien Pressac, à l'époque subventionné par le clan Klarsfeld, spécialisé dans la "chasse aux nazis", essayait de trouver des arguments d'allure scientifique, les Klarsfeld montaient aux Etats-Unis une vaste opération pour attaquer la respectabilité de Leuchter, qui avait eu le tort de se présenter comme « ingénieur ». Or, au terme d'une

---

<sup>6</sup> Barbara Kullaszka, ed., *Did Six Million Really Die ? Report of the Evidence in the Canadian "False News" Trial of Ernst Zundel - 1988*, Toronto, Samisdat, 1992. On peut dire que le révisionnisme avait accumulé là toute sa capacité démonstrative.

législation particulière de l'Etat du Massachusetts, seuls un tiers des ingénieurs opérant dans cet Etat avaient légalement le droit de se revendiquer comme tels, et ce n'était pas le cas de Leuchter. Cette faille insignifiante fut utilisée pour obliger Leuchter à signer une reconnaissance qu'il avait « usurpé » ce titre, pour faire campagne auprès de ses clients afin qu'il perde son gagne-pain, pousser sa femme au divorce et pour le ruiner de toutes les façons. Aujourd'hui, vingt ans après, Leuchter en est réduit à conduire des bus scolaires. La vengeance juive n'est pas un vain mot.

C'est son expertise, qui souffrait sans doute de petites imperfections, que voulut plus tard reprendre l'étudiant chimiste Germar Rudolf en Allemagne. Il reprit la même procédure d'observation et de prélèvement d'échantillons dans les murs de dites chambres à gaz, celles que la légende attribue aux meurtres de masse, et celles des locaux utilisés à l'époque pour la désinfection des vêtements. Les deux auraient utilisé le Zyklon B comme agent actif et son usage crée des dépôts bleus, visibles, de ce qu'on appelle du "bleu de Prusse". Germar Rudolf rédigea, pour un tribunal allemand, un rapport d'expertise qui allait ruiner sa vie de futur ingénieur chimiste et le contraindre à l'exil. Il est actuellement en prison en Allemagne et fait face à un long procès qui le condamnera inévitablement à cinq ans de prison supplémentaires. L'idée du professeur Faurisson a coûté très cher à ceux qui ont eu le courage de la mettre en application, mais elle a porté le dernier coup au mythe, aux yeux de beaucoup de gens qui réclamaient des preuves scientifiques. La justice allemande s'est bien gardé de réclamer une contre-expertise qui risquait de ridiculiser son attitude consistant à dire que l'Holocauste est indiscutable.

Rudolf avait perdu son poste et dut bientôt s'enfuir en Angleterre où il créa une maison d'édition pour les travaux révisionnistes et une revue trimestrielle, en allemand. Il a vécu là dans une grande discrétion jusqu'au moment où des journaux allemands l'ont repéré. Il partit alors aux Etats-Unis, où il créa une autre maison d'édition et relança le site VHO, <sup>(7)</sup> créé à l'origine par un révisionniste belge, Siegfried Verbeke. Rapidement, G. Rudolf engendra un volume d'activité considérable, avec d'importantes publications en anglais et en allemand. Les contributions d'auteurs allemands, souvent des ingénieurs, se sont multipliées. G. Rudolf avait demandé le statut de réfugié politique. Il était bien entendu inconcevable que les autorités américaines reconnaissent que leur fidèle serviteur allemand exerçait une dictature sur l'opinion de ses citoyens. Une cabale fut montée ; vite appréhendé, il fut envoyé en Allemagne où il risque au moins 5 ans de prison. Mais les observateurs ont noté que les publications continuent, sur un rythme un peu ralenti. Une équipe a pris le relai et cette opération de police n'a pas pu empêcher l'accès et la mise en ligne d'une riche documentation sur Internet.

Zündel avait fait montre d'une remarquable aptitude à fédérer les chercheurs indépendants, les avocats et les conseillers, les finances et l'organisation matérielle, à partir de l'immense maison qu'il possédait à Toronto. Il devint dès lors la cible, non seulement des tribunaux, qui l'interdirent de courrier et le mirent en prison, mais aussi de la presse qui devint peu à peu unanime à le calomnier, et enfin des brutes sionistes, qui l'agressèrent plusieurs fois, lui envoyèrent des colis piégés (avec la complicité des services secrets) et en vinrent carrément à incendier sa maison. De nouvelles tracasseries judiciaires interminables le décidèrent à passer aux Etats-Unis où il rejoignit son épouse, Ingrid Rimland, qui avait créé en 1996 le Zundel site sur Internet. Il se crut à l'abri et au moment où il songeait à se retirer de la lutte active, il fut saisi et envoyé au Canada en un tournemain. Les juges américains saisis de l'affaire durent s'incliner devant une de ces monstruosité qui caractérisent le droit anglo-saxon : le privilège de l'exécutif, qui peut enfreindre toutes les lois sans avoir à se justifier ! Il

<sup>7</sup> <http://vho.org> qui héberge aussi le site d'AAARGH : <http://vho.org/aaargh> filtré en France sur décision judiciaire par quelques uns des plus gros fournisseurs d'accès à Internet.

ferma la bouche du juge sans autre explication ! Ceux qui pensent que les Etats-Unis, c'est le Far-West ont absolument raison. Le pouvoir peut ignorer toutes les lois, et même, comme on vient de le voir avec Bush II, faire des lois qui organisent et justifient son arbitraire. Si l'on faisait une carte des pays civilisés, les Etats-Unis n'y figureraient pas.

Pendant presque deux ans, Zündel s'est battu pour faire reconnaître ses droits humains au Canada, face à des services secrets qui n'avaient pas besoin de justifier leurs ukazes, et finalement il a été déporté en Allemagne, où à nouveau on lui fait un procès interminable. L'Allemagne a ceci de particulier, c'est que les arguments de la défense peuvent faire l'objet d'incriminations du procureur. Autrement dit le fait de se défendre dans un procès d'opinion est en soi une cause de condamnation. Ceux qui se taisent écopent de peines légèrement moins longues que ceux qui croient devoir se justifier devant la cour. Les juristes allemands ont appris leur métier en lisant Orwell, *1984* ! L'un des avocats, Maître Schaller, de Vienne, nous a dit qu'il s'attendait à une peine de 15 ans !

## En France

La loi Gayssot, souvent appelée la "gayssotine", a stérilisé la recherche en France. Des universitaires ont lancé quelques étudiants sur des pistes dangereuses, et ils ont produit des thèses anti-révisionnistes ampoulées, malhabiles, pleines de circonvolutions. Il leur fallait éviter les obstacles et les discussions de fond. On aboutit ainsi à des livres parfaitement ridicules, qui portent comme des balafres les traces de la censure.

La difficulté, pour les adversaires du révisionnisme, vient du rôle prééminent joué dès de début des années 80 par un petit groupe qui se situait dans l'ultra-gauche : La Vieille Taupe, héritière des traditions politiques radicales, marxistes et libertaires à la fois. On ne pouvait pas, sans tomber dans le grotesque, accuser ces gens-là d'antisémitisme, l'arme essentielle pour se refuser au dialogue et à la discussion. La Vieille Taupe a réédité Rassinier et a publié des textes de Faurisson, lui permettant ainsi permis de pénétrer toutes sortes de milieux politiques et intellectuels. Les intellectuels parisiens ont d'abord eu peur, puis ils ont eu besoin de temps pour se rassembler derrière quelques auteurs juifs qui ont fait courir le bruit qu'ils avaient "réfuté" les travaux révisionnistes.

La répression a fini par tout étouffer : les librairies où l'on vendait des livres "coupables", les éditeurs, les petites revues. Pendant un an, toutes les semaines, des groupes juifs ont manifesté contre la librairie de la Vieille Taupe, attaquant les vitrines à coups de boules de pétanque, ou introduisant par un trou dans les boiseries un liquide puant impossible à dissiper. Cette volonté d'empêcher de parler, de penser, d'écrire avait le soutien des autorités, policières comme politiques. Le révisionnisme, en Europe, était condamné à l'asphyxie, quand est arrivé l'Internet. Dès 1996 arrivent des sites révisionnistes en Suède, aux Etats-Unis et en France. Quelques personnes ont dû apprendre en autodidactes ces nouvelles techniques d'expression, assaillis tout aussitôt par tous ceux qui veulent imposer leur censure sur ces questions. (Voir l'annexe documentaire).

La bataille fut épique. Elles dura plusieurs années mais les positions révisionnistes ont bien tenu le choc et ont survécu. Les attaques et les insultes se sont fait plus rares, depuis quelques années. Cette survie, que veut-elle dire ? Que dans les dix ans qui viennent de s'écouler l'Internet est devenu un lieu et un mode normal d'expression. Certes, il s'agit surtout d'une moitié de la population, dans le meilleur des cas. Mais la liberté d'expression est chose relative et elle fait partout l'objet de luttes et de revendications. Le révisionnisme a trouvé là un mode d'expression qui a défait les tentatives de censure.

Il existe à l'heure actuelle six grands sites révisionnistes qui offrent plusieurs dizaines de milliers de pages de documentation, accessibles à tout le monde :

– Celui de l'IHR ([ihr.org](http://ihr.org)) qui intervient surtout dans l'actualité mais qui possède les archives de son *Journal of Historical Review* où s'est d'abord exprimée la recherche révisionniste. C'est un acquis précieux qui sert de socle pour les recherches futures.

– Celui du CODOH (Comité pour un Débat Ouvert sur l'Holocauste -- [codoh.com](http://codoh.com)) créé et récemment renouvelé par l'Américain Bradley Smith, personnage haut en couleur, libertaire, dilettante, qui a souvent réussi à faire passer des petites annonces révisionnistes dans les journaux des campus universitaires, semant des paniques énormes dans les organisations juives chargées de maintenir la dictature sioniste sur les milieux universitaires (Hillel organizations).

– Celui du VHO ([vho.org](http://vho.org)). Animé jusqu'à son arrestation en 2005 par Germar Rudolf, il poursuit son existence sur un mode un peu ralenti. Il offre un vaste éventail d'articles surtout en allemand. La justice allemande a réussi à mettre la main sur lui, mais le site est toujours accessible pour les lecteurs allemands.

– Le Zundelsite, créé et animé par Ingrid Rimland, aux Etats-Unis. L'épouse de Zündel a annoncé qu'elle mettait le site en veilleuse. ([zundelsite.org](http://zundelsite.org)). Les textes nouveaux sont tous liés au procès de Zündel qui se tient à Mannheim et qui a dure depuis plus d'un an.

– Radio-Islam, créé par un Marocain qui vit en exil en Suède, Ahmed Rami. ([radioislam.net](http://radioislam.net)) Rami, ancien officier, connaît toutes les ruses de guerre. Il a survécu à tout : la prison, les campagnes de presse, les dénonciations gouvernementales, les enquêtes de police interminables. Impavide, il inspire le site de radio-islam qui possède une grande quantité de documents révisionnistes en plusieurs langues.

– L'AAARGH (Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'holocauste) est d'abord un site en français qui ambitionne de mettre en ligne l'ensemble des travaux révisionnistes qui existent. Il a développé aussi la même idée dans une quinzaine de langues, avec des résultats inégaux. Les sionistes ont tout essayé, à plusieurs reprises, pour le faire fermer, mais il a résisté à toutes les manœuvres et présente aujourd'hui le plus grand ensemble de textes qui soit disponible sur l'internet.

Vers la fin des années 1990, le gouvernement israélien a déterminé que le révisionnisme était l'un de ses ennemis principaux et qu'il fallait tout faire pour l'éradiquer. Il a envoyé des émissaires dans de nombreux pays pour demander que l'on établisse des législations qui permettraient de prohiber entièrement son expression. Le résultat de ces manœuvres de coulisse fut la tenue à Stockholm en janvier 2000 d'une conférence internationale qui devait être le point de départ d'une vaste campagne d'éradication. Les gouvernements, dans un brouhaha de condamnations et de réprobations, s'engagèrent à lutter contre ce qu'ils appelaient le négationnisme, c'est-à-dire à démoniser les révisionnistes. De grands gestes, de grandes paroles, il y en eut des tas. Puis, ensuite, rentrés chez eux, ces premiers ministres pensèrent à autre chose. Ils avaient satisfait le grand Moloch sioniste. En France, par exemple, dans un grand élan, le ministre de l'Education, Jack Lang, fit traduire et imprimer une petite brochure grossière, faite par des juifs suédois, et annonça qu'elle serait distribuée à tous les élèves des écoles (plusieurs millions). Quelques mois plus tard, on annonça un tirage de 100.000 exemplaires, envoyés aux écoles. Finalement, ces ridicules brochures restèrent dans les placards, et on n'en entendit plus parler. Quand Israël réclame des sanctions sur le plan international, cela soulève un peu de vent et ça retombe. Ainsi, le premier novembre 2005, Israël a obtenu que l'Assemblée Générale des Nations Unies condamne, par un tour de passe-passe (décision prise à l'unanimité, en 2 minutes, sans vote) le prétendu "négationnisme".

Encore un grand coup d'épée dans l'eau qui n'aura aucune conséquence pratique, sinon de faire beaucoup rire les révisionnistes qui sont pourtant habitués à ce genre de spectacle.

Israël révèle ainsi progressivement sa nature de tigre de papier. Voyez comment les sionistes se sont durement cassé les dents au Liban, cet été 2006... Plus efficaces, plus acharnés, plus constants dans leur haine et leur volonté de détruire les libertés publiques sont les groupes sionistes implantés localement dans les grands pays européens et en Amérique (Etats-Unis, Canada, Argentine, et autres). Par une politique d'infiltration des milieux gouvernementaux et de la presse, ils parviennent à faire accepter des lois et des règlements qui imposent le point de vue sioniste et démontrent les critiques de la politique israélienne et de ses innombrables crimes. Pris à la gorge, les élus et les gouvernants cèdent au chantage et acceptent la corruption. Les régimes dits démocratiques offrent ainsi des cibles faciles aux manœuvres des lobbys juifs, bien organisés et qui ne semblent jamais à court d'argent.

La situation est donc aujourd'hui contrastée. En Europe, l'opinion a depuis longtemps pris conscience de l'horreur des pratiques israéliennes, mais les gouvernements sont sensibles au chantage et à la corruption, qui sont les instruments majeurs, avec l'assassinat, de la domination sioniste.

Au cours de ses travaux, le professeur Faurisson en est arrivé à une formule d'une admirable simplicité. Evoquant la version officielle qui présente les vastes « chambres à gaz » de Birkenau comme étant dotées de cheminées sur le toit par où de supposés SS auraient déversé des granulés de Zyklon B, il a constaté *de visu* que les dalles de ces toits, qui sont encore sur place et que l'on peut examiner, ne montrent pas de trous correspondant à ces cheminées. Il a réduit la situation à cette phrase: « Pas de trous [dans le toit], pas d'Holocauste »• Ce qui sonne mieux en anglais :

**No Holes, No Holocaust**

En réponse à ce défi, on a vu fourmiller à Auschwitz-Birkenau une bonne partie des adversaires déclarés du révisionnisme, dans le vain espoir de trouver ces trous. Il y a là un problème purement matériel qui résiste à la mythologie...

## **Au Moyen Orient**

Dès les années 80, Ernest Zündel avait lancé un appel aux dirigeants politiques du Moyen Orient pour qu'ils se rendent compte que cette légende de l'Holocauste était une lourde pierre pendue à leur cou. Mais il ne suffisait pas d'envoyer des lettres. Il fallait sans doute avoir des contacts et parler avec les responsables, ce que Zündel n'était pas en mesure de faire. En 1996, dès sa création, le site de l'AAARGH établissait un lien entre le prétendu Holocauste et la situation en Palestine, mais l'internet en était encore à ses débuts.

C'est de manière inattendue qu'est venue la possibilité d'établir un lien entre toutes ces questions. Ancien dirigeant du parti communiste français, humaniste, religieux, et converti à l'islam, Roger Garaudy a repris l'argumentation révisionniste dans un petit livre qui critiquait les mythes israéliens. Ce livre, aucun éditeur n'en voulait et ce fut la Vieille Taupe qui réalisa le premier tirage, celui qui allait déclencher un scandale énorme : toute la presse dénonçait à l'unisson celui qui ne respectait pas la loi du silence, appliquée aux révisionnistes. Le scandale prit des proportions nationales quand Garaudy reçut le renfort de son vieil ami, l'abbé Pierre, l'homme certainement le plus populaire en France à cause de ses grandes campagnes humanitaires pour le logement des plus pauvres. Le scandale, les vertueuses indignations d'une presse dépourvue d'arguments assurèrent au livre une énorme diffusion, malgré les obstacles mis à sa vente. Il fallut réimprimer des dizaines de milliers d'exemplaire. Le

révisionnisme était devenu un sujet de conversation ordinaire. De grands magazines titraient: *La victoire du révisionnisme...*

Aussitôt les spécialistes de la censure se sont activés. Il y eut un procès au terme duquel Garaudy fut évidemment condamné à une très forte amende. Il fit appel et l'amende fut maintenue. Mais surtout, vers la fin de 1996, il fut invité à faire une tournée au Moyen-Orient. Son livre fut immédiatement traduit au Maroc, en Egypte et au Liban. Les tirages furent énormes. Il donna des conférences, fut reçu par les plus hautes autorités et réussit surtout ce que les révisionnistes n'attendaient plus : inscrire la critique de la légende de l'Holocauste dans l'esprit de dizaines de millions d'habitants du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, dix ans après sa tournée triomphale, le révisionnisme est installé partout et connu de tout le monde au Moyen-Orient. Peut-être d'une façon vague et imprécise car les gens en ont connaissance surtout par des articles de presse sommaires, très courts, écrits par des journalistes qui ne maîtrisent pas entièrement la documentation. Certains intellectuels musulmans, qui lorgnent toujours vers une reconnaissance des milieux de Paris, Londres ou Washington, ont été très hésitants. Ils auraient préféré que l'on ne parle pas de ces choses-là parce qu'ils croient que la solution du problème palestinien consiste surtout à plaire aux juifs, en général, et surtout aux intellectuels juifs qui détiennent le pouvoir médiatique en Occident. Cette illusion se dissipe lentement. Elle a reçu un coup décisif quand le président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmedinejad, qui a manifestement assimilé le point de vue révisionniste, qu'il a sans doute rencontré sur l'internet, a posé les questions essentielles : les événements se sont-ils réellement passés comme les disent les Occidentaux ? Si oui, pourquoi les Palestiniens devraient-ils en supporter les conséquences ? Sinon, pourquoi met-on les révisionnistes en prison ? Pourquoi interdit-on les recherches qui permettraient de trancher ces questions ? Le président iranien a fait usage de ce qui nous est commun à tous : le bon sens. Il a contribué ainsi à une libération de la parole. Il a balayé les réticences des opportunistes qui espèrent faire des carrières en Occident en rampant aux pieds des potentats de la presse.

Il reste beaucoup à faire. Si l'on veut que les citoyens des pays musulmans s'approprient le travail réalisé par les révisionnistes, et le développent eux-mêmes, il faut qu'ils aient accès, dans leurs langues, aux principaux ouvrages qui existent dans les langues européennes. La diffusion se fera ensuite, avec des livres et avec l'internet. Il faut donc traduire et faire traduire. Ce devrait être une conséquence de cette Conférence dont on doit espérer qu'elle ne sera pas un événement unique et sans lendemain.

24 novembre 2006

## ANNEXE DOCUMENTAIRE (auteur anonyme)

### Dixième anniversaire de l'AAARGH \*

## DIX ANS !

Personne n'avait pensé que cette aventure allait durer 10 ans ! L'un d'entre nous avait réussi à se connecter sur le Web en 1994. A ce moment-là, il fallait, pour y parvenir, des prodiges d'énergie. Il n'y avait pas de fournisseur d'accès de type commercial. Le web n'était utilisé, en France, que par des chercheurs en physique et en mathématiques. Et encore ! A force de piratages, l'un d'entre nous, ayant dûment apporté son ordinateur dans le sombre sous-sol d'une illustre institution, se vit doter d'un logiciel nommé Mosaic One One, ancêtre de Netscape. Il fallait noter toute une série de codes à échanger avec une mystérieuse machine qui devait se trouver dans de lointaines catacombes. On tapotait les codes pour entrer en communication avec ce monde intersidéral et complètement inconnu, le WWW (world wide web). Après quelques tâtonnements, notre pionnier tomba sur la première page qui se présentait : celle de l'association américaine des pratiquants du ricochet. Merveille des merveilles : des pages de texte succédant à des pages de textes, agréablement illustrées, avec cette dimension absolument stupéfiante : le lien, qui menait à une autre page, elle aussi pleine de liens. Les possibilités infinies de l'hypertexte.

Cela laissait rêveur mais était diablement présent : il suffisait de se démener sur le clavier pour commencer à faire ce qui n'avait pas encore de nom : une navigation. Il y avait déjà beaucoup d'informations et de documents sur le Web, en 1994, mais pas grand chose en



français. Les révisionnistes, Bradley Smith aux États-Unis et Ahmed Rami en Suède commençaient lentement à mettre des fichiers en ligne.

C'est dans cette rêverie que le site de l'AAARGH fut d'abord conçu : puisqu'il était possible d'expliquer à n'importe quel habitant de la planète, pouvu qu'il fût doté d'un appendice en forme de clavier et d'écran, les moindres subtilités de l'art du ricochet, en y joignant références (accessibles d'un clic), images et même possibilités de dialogue, alors il devait être possible d'expliquer le révisionnisme, de faire circuler des textes, bref de mettre à la disposition du lecteur quelconque, si possible dans sa langue, l'ensemble des documents sur lesquels s'appuie la démonstration révisionniste. Nous avons, les uns et les autres, les éléments d'une bibliothèque spécialisée, difficile à rassembler car beaucoup de textes, ayant peu circulé, étaient devenus plus ou moins introuvables, même pour ceux qui vivaient dans la région parisienne et fréquentait les quelques librairies qui voulaient bien vendre cette prose-là. Internet fournissait d'emblée une alternative aux publications sur papier, évidemment toujours nécessaires, mais toujours menacées par la répression, les brusques incursions de commandos, les attaques chimiques, les boules de pétanque dans les vitrines, les dénonciations auprès des autorités. Nous en savions très long sur ce chapitre. Nous ne prétendions pas détenir une vérité inébranlable, mais seulement offrir la possibilité d'une réflexion, d'un doute, d'une confrontation et, finalement, d'un choix personnel dans la compréhension du monde dont nous sortions, ou, comme le dit Saint-Simon, nous espérions « tempérer une discrète croyance par une discrète méfiance ».

Bien certainement, les meutes qui nous couraient sus et qui avaient obtenu la loi Gayssot, se jetteraient bientôt sur ce gibier d'un nouveau genre. Il nous fallait organiser la prudence, mère de la sûreté, avant même que de débusquer.

Tout restait à apprendre. Nous n'avions personne sous la main pour nous enseigner les choses élémentaires que nous devons savoir. Tout était étrange : le vocabulaire, les pratiques, la façon dont ces choses tournent sur les machines. Il fallait analyser ce terrain inconnu, tâcher de prévoir les manœuvres de l'adversaire et préparer les pièges pour les déjouer avant même qu'il les ait conçus. Il nous a fallu deux ans de tâtonnements, d'essais et d'erreurs pour arriver à une maîtrise toute relative des instruments et pour organiser le brouillard qui devait envelopper nos antres et nos traces. Nous avons mis quelques fichiers chez le bon Bradley (le site Codoh) et chez l'excellent Rami (radioislam). Enfin, en octobre 1996, nous avons ouvert le site de l'AAARGH. Dès le début il nous a semblé nécessaire de mettre des livres en ligne et le premier choisi fut celui de Lenni Brenner sur les relations qu'entretinrent pendant la guerre les sionistes avec les nazis. Un dossier chaud. Trouvant insupportable d'être publié par des révisionnistes, à qui il avait déjà refusé les droits de traduction, il gronda mais ne fit rien. Six ans plus tard, il mit lui-même son livre en ligne.

Il n'a pas fallu deux ans pour mettre à l'épreuve nos précautions. Une de ces organisations de malfaisance que nous connaissons bien entreprit de chasser l'un de nos auteurs. Un juge d'instruction lança les fins limiers de la police sur nos traces. Nous fûmes en mesure de suivre leur progression et leur égarement dans le brouillard artificiel que nous avions distillé à leur intention. Ils durent avouer au juge qu'ils étaient bien marris. Notre jubilation ne fut pas mince, aussitôt tempérée par le sentiment que la prochaine fois ils feraient mieux et que nous devons revoir le dispositif pour toujours garder un temps d'avance. C'est ce qui nous a sauvés jusqu'à aujourd'hui et qui ne garantit pas que nous serons sauvés demain. Tout est sans cesse à refaire car les choses évoluent vite dans le domaine de l'internet.

Des attaques, il y en eut. Nous apprîmes rapidement que pour résister il fallait plusieurs sites, ou sites-miroirs. Certains sites ont été pris d'assaut, d'autres, assiégés, ont résisté. En fin de compte, nous avons toujours affaire à des hommes, qui ont la main sur le bouton d'effacement. Certains sont courageux et ont des principes, d'autres sont des marchands,

lâches et cupides. Il y a tellement d'intermédiaires entre eux et nous qu'il est impossible de prévoir leur attitude en cas de coup dur. Nous avons été pris de court la première fois. Pendant trois semaines l'AAARGH disparut du paysage, mais ensuite, avec trois sites différents, il en est toujours resté, dans les pires tempêtes, au moins un en état de fonctionnement, nous laissant du temps pour restaurer notre présence, virtuelle certes, mais diablement réelle aussi.

Pendant que nous étions occupés de la sécurité d'un site qui avait l'honneur d'avoir une des plus belles collections d'ennemis qui se puisse trouver à l'heure actuelle, nous devions aussi faire le travail de base, le labour profond, qui consistait à se procurer les textes de notre bibliothèque virtuelle, à les scanner – sublime invention que celle du scanner et de la reconnaissance de caractères – à les corriger (le scanner fait des fautes, plus ou moins nombreuses selon la qualité de la typographie) et à les préparer pour qu'ils soient lisibles sur le Web, la "toile" disent certains. Ce qui, pour un livre, peut prendre des semaines de travail. La relecture, ligne à ligne et mot à mot, peut être fort longue et est sans aucun doute très fastidieuse. En somme, nous faisons le travail de l'éditeur-imprimeur à l'ancienne, et nous le faisons maintenant dans une quinzaine de langues.

Nous avons aussi fait un choix : celui de ne pas ouvrir de page de discussion. Après tout, nous ne cherchons pas à convertir. Nous offrons des éléments pour que le lecteur bâtit son propre jugement. C'est un travail qu'il doit faire seul. Nous n'avons pas à intervenir dans les affres d'une prise de conscience et d'un éclatement des anciennes certitudes, que nous avons tous bien connus. Entrer dans une discussion à ce moment-là aurait consommé rapidement toutes nos énergies. En outre, il était facile de constater que tout forum de discussion appelle l'intervention de sectaires furieux qui interviennent à tout propos et cherchent à monopoliser l'attention. Nous n'avions pas à fournir à ces malades mentaux l'hébergement thérapeutique dont ils ont besoin. Le temps est la chose qui nous manque le plus et nous n'avons pas voulu le gaspiller. C'est pourquoi aussi, seuls peut-être, nous n'avons pas ouvert de blog. ("Même les chiens ont leur site internet, disait Butz. Alors, pourquoi pas moi ?") Il reste toujours le courrier, pour le lecteur vraiment désireux de poser une question, et nous y répondons. Notons en passant que la grande période des lettres d'insultes est passée et qu'elles sont devenues rares. Un peu comme si, malgré une censure tenace dans la presse ("jamais l'aaargh dans tes colonnes ne mentionneras") notre présence était reconnue, avec le temps, comme légitime. On a parfois l'impression qu'avec le poids énorme de sa documentation et sa résilience, le site de l'aaargh fait un peu peur : ceux qui l'attaquent se retrouvent épinglés et parfois cruellement moqués et souvent ils n'aiment pas ça.

Quand on se retourne vers ces dix ans passés, on voit que nous ne sommes pas loin d'avoir rempli le programme : mettre en ligne la bibliothèque révisionniste. Il reste un peu à faire pour en venir à bout. Le révisionnisme a produit son effort et il ne paraît plus d'œuvres majeures. Avec peut-être deux ans de tintouin, on toucherait au but. Mais deux facteurs sont intervenus pour retarder les échéances : l'actualité et l'élargissement. Ce sont les éléments qui permettront au révisionnisme de survivre et de franchir les barrages générationnels.

L'actualité du révisionnisme a pris des proportions de plus en plus large. On peut dire, sans emphase, que la notion de révisionnisme hante l'Occident comme elle hante le Moyen-Orient. Chaque jour, des milliers d'écrits, de discours et de conversations parlent du révisionnisme, pour le louer ou pour le fustiger. Nous préférons ceux qui fustigent car ils nous amusent plus. Nous trouvons ou recevons chaque jour des centaines de documents qui évoquent d'une façon ou d'une autre le révisionnisme. Il nous faut trier pour garder ce qui témoigne de la situation réelle dans le monde et rassembler, tous les trois mois, ces données éparses. Or, le terme est employé à toutes les sauces et devient parfois synonyme de "divergence de vue", comme en Italie où il a perdu tout pouvoir de démonisation par le simple effet d'un emploi généralisé, à tort et à travers. Il est aussi toutes sortes de révisionnismes

légitimes. En France, les guerres de Vendée sont loin d'être encore perçues comme l'épouvantable massacre systématique que les documents montrent. Mais les victimes font encore l'objet d'un tabou politique. Ou les conquêtes coloniales. En Italie, les massacres commis par les partisans ont aussi du mal à sortir de l'ombre où le pouvoir politique les avait relégués. En Espagne, certains auteurs soulèvent le tapis sous lequel on a rangé les exactions commises par le *Frente popular*, ou celui qui recouvre les terribles répressions franquistes de l'après-guerre. Les massacres commis par les Alliés, et surtout le traitement inhumain des prisonniers demeurent encore des choses qui ne doivent pas être dites. *Grosso modo*, la logique du vainqueur prévaut toujours et on l'a sous les yeux tous les jours : voyez la masse de mensonges qui entourent l'affaire du 11 septembre ; ils ont servi ensuite de base aux invasions militaires de l'Afghanistan et de l'Iraq, opérations qui à leur tour ont engendré des nouvelles montagnes de mensonges, justifiables de ce "révisionnisme à chaud" que l'expérience historique nous incite vivement à pratiquer dès que possible, pour ne pas succomber sous les avalanches de tromperies organisées par les gens qui sont au pouvoir, quel qu'il soit. Bref, là où l'opinion est honteusement trompée, le révisionnisme se révèle nécessaire.

Tous les groupes fondés sur l'existence d'un certain nombre de militants, prêts à donner de l'argent à la "cause", comme celui qu'impulsait Ernest Zündel, ou l'Institut de révision historique, animé en Californie par Mark Weber, se sont plaints de la raréfaction de leurs supporters. Les gens qui étaient intéressés par les événements de la seconde guerre mondiale parce qu'ils l'avaient vécue sont les victimes du grand âge et ne se renouvellent pas. La base opérationnelle se restreint obligatoirement si l'accent demeure mis sur les camps de concentration de la brève époque nazie. Bon gré mal gré, les révisionnistes ont dû ouvrir leur réflexion à ce qui se passe au Moyen-Orient. Pour notre part, nous l'avions fait dès le début, et même largement avant d'aborder la question du révisionnisme. L'instrumentalisation du malheur des juifs pendant la guerre était une chose visible depuis longtemps, même si elle fabriquait ainsi un tabou que certains trouvaient difficile de contourner ou de faire sauter. Pour les gens de l'AAARGH la continuité entre les années 40-45 et le Moyen-Orient d'aujourd'hui a toujours été une évidence première.

De cette actualité sans cesse grandissante, nous extrayons la quintessence sous forme de périodiques qui furent longtemps mensuels et qui sont maintenant trimestriels. Nous en produisons huit à chaque trimestre, en français, anglais, allemand, espagnol, italien et portugais, ce qui représente six à sept cents pages de texte.

Nous sommes donc tirés en vant par cette une actualité et par un élargissement vers certains textes peu accessibles, ou même introuvables, qui constituent en fait toute une littérature que personne d'autre ne se soucie de mettre en ligne. Internet est là pour remettre sous les yeux du public les livres importants du passé que les politiques ont mis sous le boisseau. Ainsi, par exemple, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir mis en ligne les trois pamphlets disparus de Céline. Même les céliniens ont été pris de frousse et pourtant Gallimard, détenteur des droits, n'a pas moufté.

Publier ou republier certains livres, ou certains textes, dans notre époque frileuse, est un acte de transgression, comme la levée du tabou chez les prétendus "primitifs". Depuis lors, des lecteurs, désireux d'apporter leur pierre à l'édifice commun, nous envoient d'autres livres, eux aussi frappés d'excommunication majeure et nous prêtons volontiers nos pages à ces ouvrages que la presse conformiste appelle "sulfureux", sans trop nous soucier de leur contenu. Chaque livre a ses lecteurs, qui ne sont pas ceux d'un autre livre ! Nous publions, il faut le dire, des ouvrages qui sont absolument à l'opposé des convictions de presque toute la rédaction. Nous y voyons une conséquence du fait que l'internet n'est pas beaucoup plus libre

que la presse, bâillonnée par toutes sortes de lois qui écrasent méchamment la liberté de pensée. Beaucoup de pays européens ont élaboré des empilements de lois grotesques (la dernière en date, en France, condamne la "négation" du "génocide" arménien, ce qui met un comble à la bouffonnerie) qui pèsent sur tous ceux qui veulent s'exprimer sur Internet, tendance qui se renforce beaucoup avec la multiplication des blogs. Or on supprime des blogs à la pelle, tous les mois. Les flics descendent en force chez des gamins de banlieue qui ont tenu des propos de bistrot sur des blogs ! Par la matraque et par l'hermine des chats-fourrés, les puissants et les arrivés essaient de maintenir le silence dans les rangs. Comme nous avons pris la précaution de nous tenir hors de portée de ces brutes galonnées ou vêtus de la toge noire, nous sommes, paradoxalement, l'un des rares sites vraiment libres. La publication en ligne des pamphlets de Céline en est l'exemple cardinal. Notre liberté échafaudée pour pouvoir publier la bibliothèque révisionniste peut servir à d'autres, et nous n'avons pas à prendre en charge la responsabilité morale et intellectuelle des auteurs censurés. Qu'on se le dise.

Ainsi, nous avons été amenés à commencer à publier ce que l'on peut appeler les "classiques de l'antisémitisme". Dans sa grande majorité la rédaction se déclare hostile ou indifférente à l'antisémitisme. Mais à force de se faire traiter d'antisémites par les voyous des organisations de malfaisance et par une presse qui n'a d'aise qu'en léchant avec application les parties sanieuses des héroïques militants desdistes organisations de malfaisance, nous avons été pris de curiosité. Que pouvaient donc diable dire ces horribles antisémites ? En quoi étions-nous justiciables de cette curieuse appellation ? En effet, le sémitisme est une chose dont tout le monde se fout éperdument.

D'après nos premières estimations, cette littérature complètement occultée depuis la seconde guerre mondiale, mais qui était très florissante auparavant, n'a pas grand chose à voir avec le racisme. Elle ne ressemble pas à la caricature qu'en font les "philosémites" d'aujourd'hui. Il y a des racistes, mais ils sont très minoritaires. Non, ce qui est amplement décrit et même ressassé dans la littérature antisémite, c'est que les juifs ont pris ou sont en train de prendre le pouvoir. En fait, l'antisémitisme, en France du moins, est principalement une doctrine politique. En tant que telle, elle a parfaitement le droit d'exister. Et si elle a disparu corps et bien, c'est parce qu'elle est calomniée et assimilée au racisme qui, depuis 1972 et la loi Pleven, est un interdit majeur qui a cassé en deux l'ancienne liberté d'expression. Remarquons qu'au cours du débat lancé en décembre 2005 sur la nécessité d'abolir les imbéciles lois dites mémorielles, une seule intervenante, professeur de droit à Rennes, l'immortelle Anne-Marie Le Pourhiet a nettement imputé à la loi Pleven l'origine de toutes ces insupportables dérives (*Le Monde*, 2 décembre 2005). Personne ne l'a suivie sur ce chemin semé d'encombres.

Nous qui avons aboli de notre propre chef aussi bien Pleven (qui assure le retour du refoulé) que les hochets de la mémoire, nous pouvons publier ces enfers de nos bibliothèques. La question de la nature et de l'ampleur du "pouvoir juif" dans nos sociétés est absolument réelle, même s'il est de bon ton de prétendre ignorer son existence. C'est un objet de questionnement légitime et il n'y aura pas de vie politique qui puisse éviter toujours cet énorme écueil. Ceci nous assure une vaste perspective. Dix ans, finalement, c'est peu. Il y a encore beaucoup à faire, comme le disait le génial marquis de Sade (publié librement après deux siècles d'interdiction !) : Français, encore un effort pour être républicains !

Cette liberté qui est la nôtre, et qui fait de notre part l'objet de soins constants, a eu un autre effet qui n'est pas toujours remarqué : nous avons entièrement mis de côté ce qu'on appelle le droit d'auteur et, ce qui est un peu différent, le copyright. Il n'était pas possible de demander aux auteurs de nous autoriser à reprendre leurs travaux dans une bonne partie des pays d'Europe où des lois nouvelles les auraient sanctionnés. Par une peur bien légitime des sanctions et des ostracismes, il auraient refusé, alors même que, dans le fond, ils auraient

souhaité voir leur écrits mis en ligne. Nous avons donc, d'un coup de hache net et précis, tranché ce nœud gordien. Nous ne demandons pas la permission des auteurs pour reproduire les textes qui nous intéressent. Et pour faire bonne mesure, nous avons étendu cette décision au monde entier. Dans les pays où la censure est moins dans la main des juges, elle est plus dans celle du qu'en-dira-t-on, dans les stratégies de survie et de promotion personnelle, dans les décisions de jurys obscurs, bref dans le poids de la rumeur et du puritanisme ambiant. Nous nous en affranchissons aussi. La liberté de circulation et d'accès est une valeur plus haute que la peur individuelle et le souci du porte-monnaie. En effet, nous ne rétribuons jamais les auteurs car nous n'avons pas de pompe à phynances. Mais il faut aussi reconnaître que nous avons été obligés, à trois ou quatre reprises de retirer des textes parce que leurs auteurs d'outre-atlantique, très énervés, menaçaient de poursuivre nos hébergeurs, eux aussi transatlantiques, peu désireux de recevoir du papier timbré et des appels d'avocats plus ou moins véreux, génétiquement apparentés à l'espèce des requins.

Renoncer à l'institution moderne du droit d'auteur, de plus en plus absurde à l'heure des échanges généralisés, ne nous a pas causé de grandes difficultés. Nous nous attendions à pire. Quelques auteurs, même parmi nos adversaires, sont très contents d'être ainsi pillés (par ex. Deborah Lipstadt) ; d'autres ont un peu peur du ridicule ou du scandale politique et préfèrent ignorer qu'un adversaire aussi insignifiant, et déjà ostracisé, se plaît à les piller outrageusement. Les journaux, par exemple, ont renoncé. Au début, nous avons eu quelques lettres du conseiller juridique de *L'Express* que nous avons envoyé sur les roses. Il a compris qu'il valait mieux se tenir coi. Les ennuis sont plutôt venus du côté du lobby-qui-n'existe-pas. Il est arrivé que la compagnie qui nous hébergeait soit rachetée par une autre, qui effaçait le site dans l'heure qui suivait l'acquisition. A croire qu'elle n'avait été réalisée que dans ce but. D'autres fois, ce fut le chantage exercé par un petit groupe de malfaisants établis sur la place de Paris. Leur plus belle réussite est certainement le filtrage, décrété en juin 2005, imposé à plusieurs grands fournisseurs d'accès français. Mais pas aux autres. C'est donc seulement une bizarrerie locale. Ils ont totalement échoué à supprimer les sites et à identifier les responsables, comme ils se vantaient de pouvoir le faire au printemps 2005. Le plus drôle a été quand la journaliste de *Libération*, totalement hallucinée, a cru voir planer l'ombre de l'aaargh au-dessus de la salle d'audience. Elle avait dû absorber des substances illégales...

Finalement, il faut saluer l'abnégation des membres de la rédaction. Ils acceptent de travailler dans un rigoureux anonymat, ils renoncent à toute renommée et à toute reconnaissance, dont notre époque fait une de ses valeurs suprêmes. Ces pratiquant de l'abnégation mériteraient bien d'être qualifiés d'«abnégationnistes». Ils ne touchent pas un rouge liard pour ce travail fastidieux et interminable, et ils en sont parfois de leur poche car si nous n'avons aucune recette, il y a bien de ci de là quelques dépenses. Notre choix a été rigoureux depuis le début : on ne vend rien, on ne demande pas un sou à personne, sauf, éventuellement, aux rédacteurs eux-mêmes. Avoir un financement, quelconque, un compte en banque quelque part nous aurait exposé à des identifications malencontreuses et aurait offert un tendon d'Achille aux chiens qui sont à nos basques. L'argent qui est le nerf de la guerre offre d'infinies vulnérabilités. Regardez Bush qui s'attaque aux associations de bienfaisance du monde musulman ! ! Donc, point d'argent, point de Suisse et point de révisionniste en pâture. Ceci posé, il y a eu aussi de très aimables mécènes qui nous ont permis de mettre parfois quelques pistoles dans une chaussette et de la garder au chaud dans la pile de draps pour le cas où. C'est l'occasion de leur dire un grand merci.

Nous ne ferons aucune prédiction sur l'avenir de l'AAARGH. Le futur ne nous intéresse pas puisqu'il est, de fait, imprévisible. Les Cassandres à l'asile ! Le présent en revanche est un merveilleux point de vue pour se retourner sur le passé. C'est ça qui nous intéresse et que nous

savons faire. Par conséquent, l'AAARGH va continuer son bonhomme de chemin. Il y a beau temps que nous avons renoncé à installer ces petits gadgets qui permettent de mesurer, sans contrôle, le nombre de "hits" quotidien, censé représenter les visiteurs. Il y a pas mal d'années, nous étions à 10.000 par jour. Et puis nous avons réalisé que cela ne nous intéressait pas. Nous travaillons certes pour le présent, pour l'éducation de ceux qui veulent savoir, sur tous les continents, mais aussi pour un avenir dont nul ne sait ce qu'il sera. Nous servons les générations futures. Notre seul espoir est qu'il se trouve encore parmi elles des gens qui sachent lire. Une petite minorité suffira pour transmettre. Les nombres, de notre point de vue, ne sont pas significatifs. Il suffit qu'un esprit curieux s'éveille, quelque part dans l'Alabama, ou la préfecture de Shingatsé, ou la province d'Ilubabor, et qu'il se mette fiévreusement à traduire Rassinier, ou Céline, dans sa langue locale, pour que nous soyons pleinement récompensés. Malgré notre anonymat, notre aspect fantomatique, perdu dans les brouillards intersidéraux, nous faisons partie d'une vaste chaîne d'esprits à la fois curieux et rationnels qui estiment avoir un droit plein et entier à la vérité. Ce qui compte, ce n'est pas le point d'arrivée, fuligineux lui aussi, c'est le chemin pour y aller. Nous sommes ce chemin, très heureux de l'être et très heureux d'y voir passer toutes sortes de gens qui l'arpentent fraternellement.

La rédaction de l'AAARGH  
Octobre 2006.

\* Serge Thion, comme personnage public, fait office d'interface entre la rédaction de l'AAARGH, soumise à une stricte discrétion, et le public.

## **AAARGH**

**SITE CRÉÉ EN 1996 PAR UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE**

<http://vho.org/aaargh>  
<http://aaargh.com.mx>  
<http://litek.ws/aaargh>  
<http://aaargh.kOnsl.com>

Un tribunal a demandé à certains fournisseurs d'accès de "filtrer" l'accès à nos sites. Les lecteurs français, et eux seuls, devront donc aller chercher des anonymiseurs:

[http://www.freeproxy.ru/en/free\\_proxy/cgi-proxy.htm](http://www.freeproxy.ru/en/free_proxy/cgi-proxy.htm)

Ou chercher sur Google (anonymiseur, anonymizer, proxies, etc.)

**FRANÇAIS ! FRANÇAISES ! SI VOUS VOULEZ SAVOIR CE QU'ON VOUS CACHE, IL FAUT RECOURIR AUX ANONYMISEURS. FACILES ET GRATUITS. EXEMPLES: TAPEZ**

**[HTTP://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM/HTTP://WWW.AAARGH.COM.MX/](http://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM/HTTP://WWW.AAARGH.COM.MX/)**

**OU: [HTTP://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090](http://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090)**

**OU: [HTTP://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH](http://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH)**

**OU : [HTTP://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/](http://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/)**

**EN UN CLIC VOUS ÊTES SUR L'AAARGH, *BINOCHÉ OR NOT BINOCHÉ* !**

**FAITES-EN UNE LISTE ET COLLEZ-LA SUR VOTRE BUREAU.**

**OU ALORS AYEZ RECOURS À UN FOURNISSEUR D'ACCÈS QUI SOIT HORS DE FRANCE, LE SEUL PAYS QUI CÈDE À L'OBSCURANTISME.**

Nous travaillons en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en roumain, en russe, en tchèque, en danois, en indonésien, en portugais, en hébreu, en suédois, en néerlandais et flamand, en arabe, en hongrois... en attendant les autres. Un peu d'instruction ne fait pas de mal...

### **LES PÉRIODIQUES DE L'AAARGH**

<http://revurevi.net>

*Conseils de révision*  
*Gazette du Golfe et des banlieues*  
*The Revisionist Clarion*  
*Il resto del siclo*  
*El Paso del Ebro*  
*Das kausale Nexusblatt*  
*O revisionismo em lingua português*  
*Arménichantage*  
(trimestriels)

### **NOUVEAUTÉS DE L'AAARGH**

<http://aaargh.com.mx/fran/nouv.html>  
<http://vho.org/aaargh/fran/nouv.html>

### **LIVRES (300) DES ÉDITIONS DE L'AAARGH**

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/livres.html>  
<http://aaargh.com.mx/fran/livres/livres.html>

### **DOCUMENTS, COMPILATIONS, AAARGH REPRINTS**

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/reprints.html>  
<http://vho.org/aaargh/fran/livres/reprints.html>

### **ABONNEMENTS GRATUITS (E-MAIL)**

[revclar@yahoo.com.au](mailto:revclar@yahoo.com.au)  
[elrevisionista@yahoo.com.ar](mailto:elrevisionista@yahoo.com.ar)

### **MAIL:**

[aaarghinternational@hotmail.com](mailto:aaarghinternational@hotmail.com)

**POUR ÊTRE TENUS AU COURANT DES PÉRÉGRINATIONS DE L'AAARGH ET RECEVOIR LA LETTRE DES AAARGHONAUTES (EN FRANÇAIS, IRRÉGULIÈRE):**

[elrevisionista@yahoo.com.ar](mailto:elrevisionista@yahoo.com.ar)

**L'AAARGH, POUR NE PAS MOURIR IDIOTS.**

**FAITES DES COPIES DU SITE. REJOIGNEZ L'AAARGH. DIFFUSEZ L'AAARGH. TRAVAILLEZ POUR L'AAARGH. TRAVAILLONS TOUS À NOTRE LIBERTÉ COMMUNE.**

**CERTAINS VEULENT ABROGER LA LOI GAYSSOT. NOUS, NOUS L'IGNORONS. CONCHIONS GAIMENT LES CENSEURS.**